



HAL
open science

Alter-paysage, les coulisses de la participation habitante dans la récupération d'espaces publics à Valparaiso

Pérette Jusforgues

► **To cite this version:**

Pérette Jusforgues. Alter-paysage, les coulisses de la participation habitante dans la récupération d'espaces publics à Valparaiso. Architecture, aménagement de l'espace. 2017. dumas-02453983

HAL Id: dumas-02453983

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02453983>

Submitted on 24 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

ALTER-PAYSAGES

LES COULISSES DE LA PARTICIPATION HABITANTE DANS LA RÉCUPÉRATION
D'ESPACES PUBLICS À VALPARAÏSO

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Pérette Jusforgues
Sous la direction de Laurent Devisme
Mémoire de Master
2016-2017 ensa Nantes

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

« Nous disons « paysage » dans le sens de milieu complexe construit par des décisions entrecroisées, multiples, tissées, jamais par des règles rigides, droites et simplificatrices. [L'approche] est de longue durée puisqu'elle considère le passé, l'existant, le non-dit, comme la trame sur laquelle se propose le nouveau projet qui n'est qu'un moment dans l'histoire et qui continue à évoluer sans nous ».

Simone et Lucien Kroll,
Ordres et désordres, une architecture habitée

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

MERCI

à Laurent Devisme
pour sa confiance et son enthousiasme sans faille
à Andréa Pino
pour son regard acéré et passionnant
sur la ville de Valparaíso
à Chito, Chago, Tomas Perez,
Horacio Silva , Déborah Kéraghel, Kent et Carolina
pour avoir pris de leur temps de me raconter leurs projets
à Pascal et Monique,
relecteurs minutieux
à Juan-Carlos et Alejandro
pour leur patience face à mon espagnol approximatif
et pour m'avoir guider lors de mes premiers pas dans la ville

y a todos los weones buena onda que encuentre durante este
tremendo año.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

« ESTAS HACIENDO TU TESIS SOBRE LA PARTICI-
PACIÓN CIUDADANA EN VALPARAÍSO ? JAJA, PUCHA
ES FACÍL, NO HAY ! » ¹

Catalina Soledad, amie, partenaire de projet et porteña de naissance.

Comment prendre Catalina au sérieux ? À peine arrivée au Chili, je pense commencer un mémoire traitant de «La multiplicité des formes de participation habitantes à Valparaiso» et voilà mon sujet déjà clôt.

Pourtant mes premiers pas dans Valparaiso sont marqués par l'impression d'évoluer dans un « *Do it yourself* » géant. Dans les cerros, une forte mobilisation habitante semblait transpirer des espaces publics. *Murales*, jardinières dans des baignoires, murets sauvages en terre crue et bouteilles de verre et autres mobiliers urbains purs produits du recyclage intriguent et accrochent le regard. Il est vrai que la ville a de quoi donner le tournis à n'importe quel étudiant en architecture ou urbanisme. Dans une logique invisible, s'organise un harmonieux désordre. Au bout des grandes percées rectilignes du plan, s'érigent des murs de maisons reliées par des escaliers qui défient toute norme européenne. Ici une autre loi semble primer, et de toute évidence, elle n'est pas liée à un plan d'aménagement du territoire. Pour l'étudiante française en architecture que je suis, ce sont tous mes codes qui se renversent : ici l'irrégularité est la norme et la régularité l'événement. Valparaiso est une de ces villes support de fantasmes, où le désir ne s'estompe pas au fil des déambulations. Très vite, je me suis surprise à idéaliser cette ville dans laquelle j'allais passer un an à étudier.

¹ «Tu fais ton mémoire sur la participation habitante à Valparaiso ? Haha, c'est facile, il n'y en a pas !»

Ce mémoire de master n'a pas pour but d'être exhaustif sur la ville de Valparaíso. À travers l'exposé des différentes formes que prend la participation habitante dans la ville, il a pour premier objectif de déconstruire le premier regard naïf de l'étudiant en architecture émerveillé dès son arrivée. En allant gratter les véritables significations du terme générique « participation habitante » dans une ville dite « informelle », l'objectif est finalement de reconstruire un tableau plus riche et nuancé sur la réalité de cette participation, allant jusqu'à une remise en question du rôle de l'architecte dans une telle ville.

Méthodologie.

Ce travail fut pour moi l'occasion de la découverte d'une démarche, celle de l'enquêteur qui se laisse guider par son intuition, ses rencontres et l'opportunité des portes qui s'ouvrent au fil du temps. Une enquête qui au fur et à mesure déshabille les idées préconçues pour découvrir la véritable identité du sujet. Mon objectif était d'explorer la pluralité des actions urbaines participatives et des liens qu'elles entretiennent. Ma posture n'a donc pas été celle de l'in-

filtré qui participe pleinement à toutes les activités et adhère aux démarches. Mon parti-pris a été celui d'assumer jusqu'au bout, voire d'exagérer, cette image de l'étudiante étrangère, à la fois impressionnée et naïve face à cette profusion d'actions participatives. Cette posture constante vis-à-vis de mes interlocuteurs m'a permis à la fois de prendre du recul quant à ma propre opinion et de pouvoir comparer les comportements et positionnements de chacune des personnes rencontrées. Ce mémoire assume donc une certaine part de subjectivité qui s'explique par la complexité des rapports humains qu'implique un sujet comme celui de la participation habitante.

Cette étude qui s'est déroulée sur un an et demi reflète donc l'évolution d'une vision de Valparaíso, de la fascination première jusqu'au recul apporté par le retour en France. Il s'agira dans un premier temps de décrypter de façon objective les origines d'une forte implication habitante dans la construction de la ville de Valparaíso et les formes qu'elle prend aujourd'hui avant de s'intéresser aux enjeux politiques puis au devenir des pratiques participatives.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

SOMMAIRE

INTRODUCTION	p. 7

I-PRATIQUES PARTICIPATIVES ET HABITANTES À VALPARAISO	p.12
1/histoire et culture porteña,	
2/les raisons d'une participation contrainte	
3/de la consultation à l'autogestion : aperçu de la nébuleuse « participative »	

II- PARTICIPATIONS ET RÉCUPÉRATIONS, DES PRATIQUES POLITIQUES	p.58
1/la récupération, une nouvelle forme de marketing urbain	
2/l'institutionnalisation : un frein à l'engagement	
3/La récupération une pratique politique	

III- (RÉ) GÉNÉRATION PORTEÑA	p.84
1/récupération urbaine et participation habitante : des modèles générationnels	
2/autogestion libertaire et néolibéralisme urbain : vers une autre privatisation de la ville	
3/d'un renouvellement spatial à un renouvellement structurel	

CONCLUSION	p.103

ÉPILOGUE	p.105

ANNEXES	p.106

BIBLIOGRAPHIE	p.108



I - PRATIQUES PARTICIPATIVES ET
HABITANTES À VALPARAISO



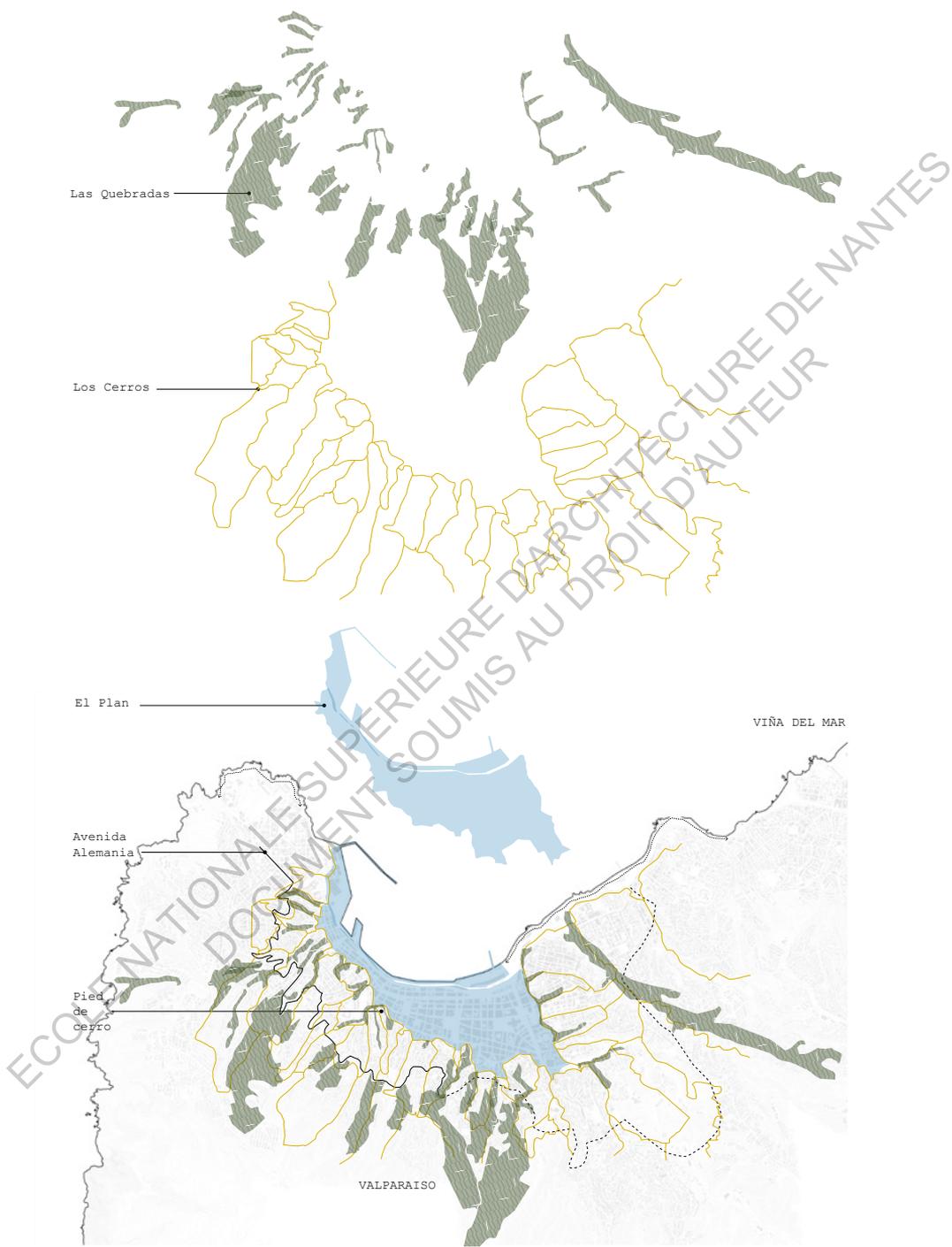
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Avec une population de plus de 300 000 habitants, Valparaíso est la seconde ville la plus importante du Chili après la capitale *Santiago de Chile*. La région métropolitaine et la région de Valparaíso concentrent à elles seules la moitié de la population totale du pays. Valparaíso, ville la plus ancienne du Chili, a connu différentes vagues de croissance démographique en lien avec son activité portuaire, obligeant les habitants à repousser toujours plus loin les limites de la ville malgré les contraintes spatiales et géographiques de la *Joya del Pacífico*. Entre *terremotos* et incendies, elle a été de nombreuses fois sinistrée poussant les habitants à réinventer fréquemment la ville. L'histoire et la culture *porteña* ainsi que les contraintes urbaines de Valparaíso ont généré une multitude d'outils participatifs incluant plus ou moins l'habitant.



Carte de localisation de Valparaíso.

Source : Pérette Jusforgues



« Valparaíso souffre aujourd'hui d'un paradoxe : si on lui appliquait intégralement l'Ordonnance générale d'Urbanisme et de construction, elle n'aurait pas la moindre possibilité d'exister. Et pourtant, non seulement elle existe, mais en plus elle a été capable de construire une organisation qui lui est propre, en lien avec sa topographie si complexe. Cela fait d'elle une ville extraordinaire et unique. Il vaut donc la peine d'insister que Valparaíso n'est pas une ville informelle, mais une ville qui a créé sa propre forme, produit de son organisation propre. Cette forme unique ne se rapproche en rien des modèles conventionnels d'urbanisme que nous avons l'habitude d'observer dans nos villes. Modèles, qui, comme s'ils étaient un dogme, se nient à considérer tout ce qui s'éloigne d'eux. »

Mauricio Puentes R.

À l'inverse de beaucoup de grandes villes sud-américaines, Valparaíso n'a pas été créée de toutes pièces par les colons ce qui lui vaut sa qualification de ville « non planifiée ». Elle n'est pas de ces villes quadrillées aux rues tracées au cordeau, avec une place principale carrée située au milieu de la ville. Depuis sa création elle porte les marques d'une formation et d'une extension rythmées par les besoins de ses habitants, échappant ainsi à toute grande règle d'urbanisme.

FORMES URBAINES ET GÉOGRAPHIE : UN URBANISME VERNACULAIRE

La composition en amphithéâtre de Valparaíso en fait une ville où le vivre ensemble semble une évidence. Dans les *quebradas* les sons des voisins résonnent et dans toute la ville les bruits du port retentissent. Que l'on soit pauvre ou riche, en haut ou en bas de la ville, chacun peut jouir de points de vues sur la ville et observer à distance ses voisins de la colline d'en face ou de l'autre bout de la ville.

Avant toute chose, il paraît donc important de décrire comment se décompose la ville selon sa topographie particulière.

De cette fragmentation géographique découlent les modes d'habiter et les façons de se réunir.



LE PLAN. Vue depuis le cerro Monjas

Source : *Émilie Cerny*



LES CERROS.

Source : Émilie Cerny



LES QUEBRADAS. Vue depuis le cerro Merced

Source : Péréte Jusforgues



EL PLAN

Au plus proche de la mer *el plan* (le plan) est la seule partie plane de la ville. Cœur historique et économique de Valparaíso, c'est là que se sont installés les Changos, premier peuple de pêcheurs. C'est donc là où la ville a commencé à se développer avant même sa fondation officielle en 1544 grâce à son activité portuaire qui en a fait le plus grand port de la côte Ouest d'Amérique du Sud, surnommé la *joya del Pacífico* (la perle du Pacifique). Au XIXe siècle, Valparaíso connaît une importante croissance démographique due à son développement industriel dans le plan.

Aujourd'hui, bien que l'activité portuaire et les industries soient en forte baisse, *el plan* concentre toujours la grande partie des commerces et est composé presque uniquement de bâtiments allant du R+3 au R+10 marquant ainsi le paysage urbain.

Trois parties se distinguent particulièrement :

-**la zone du port**, enclavée en bord de mer, inaccessible au public qui ouvre ses bras aux énormes portes-conteneurs et bateaux de croisière. Raison même de l'existence de la ville, c'est à partir du port qu'elle s'est développée. La majorité de la zone appartient à des entreprises portuaires privées ne permettant pas à la ville de bénéficier des retombées économiques de l'activité.

-**la côte**, délimitée par la ligne de métro aérienne. Principalement constituée d'une zone militaire, elle est ponctuée d'anciens hangars et met à distance la ville de la mer avec un *no man's land* qui ne permet que des accès restreints à la mer et qui accueillent quelques événements festifs dans l'année. Bien que Valparaíso soit une ville côtière, c'est seulement de loin que l'on peut observer l'océan.

-**L'alameda**. De l'autre côté de la ligne de métro, dans une trame quadrillée, le commerce bat son plein. Entre les vendeurs ambulants et les chaînes de magasins, ce sont tous les paradoxes sociaux-économiques du Chili qui s'exposent. Entre quelques grandes tours de bureaux et d'habitations, des immeubles allant jusqu'au R+3 accueillent aux rez-de-chaussées divers commerces et aux étages des bureaux, salles de sport et quelques logements.

Territoire facilement aménageable car plat, *el plan* concentre les principaux projets d'aménagements municipaux. On peut aussi se laisser aller à penser que si cette zone de la ville réunit autant de grands projets, c'est parce qu'il est plus facile pour la municipalité d'y intervenir sans contestation. La majorité de la population réside effectivement dans les *cerros*, lieux de vie qui cristallisent les principales préoccupations habitantes. Cependant les méga-projets développés dans *el plan* font face à des contestations croissantes, comme c'est actuellement le cas avec le projet du « Terminal 2 », extension privée du port et le projet compensatoire du *Mall Barón* (centre commercial).

À droite : le port. Source : Pérolette Jusforgues



LOS CERROS

Autour d'*el plan*, 42 *cerros* s'organisent en formant un amphithéâtre tourné vers la baie. Le terme de *cerros* est un terme géographique qui ne trouve pas de réelle traduction en français. Souvent réduits à de simples collines, ils sont en réalité des *morros*, *museaux*, *lèvres* ou *espolones*, ergots, véritables avancées de terres qui se jettent dans la mer.

Principalement résidentiels avec 94% de la population de la ville, outre les maisons ces *cerros* n'accueillent que des commerces de proximité. Quelques *tiendas*, *panaderias* et *botillerias*¹ permettent de dépanner le voisinage proche. Comme des micro-centralités à l'échelle de quartier elles sont les points de rencontre clés des *cerros*.

Pendant longtemps une loi limitait les constructions sur les *cerros* et hauts de *cerros*. En 1906, le plus grand tremblement de terre de l'histoire d'une magnitude de 8,6 sur l'échelle de Richter détruisit une grande partie d'*el plan*, et provoqua le mouvement de la classe ouvrière des *conventillos* du plan aux *quebradas* et parties hautes des *cerros*. Ainsi commencèrent à se peupler de façon dense les *pies* de *cerros*, puis la partie plus haute de la ville.

On peut décomposer ces *cerros* en deux parties :

-Des 'pies de cerros' jusqu'à la Avenida Alemania,

C'est la partie la plus « consolidée » : routes et trottoirs sont goudronnés et éclairés, les maisons sont confortablement installées sur des bases en béton permettant leur adaptation à la pente et dessinent de façon claire les routes qui les desservent. Pour monter et descendre, les *ascensores*, éléments caractéristiques de la ville, montent et descendent dans un rythme lent.

-De la Avenida Alemania au camino de la polvora

Au-dessus de la Avenida Alemania jusqu'au camino de la Polvora s'étend la partie la moins consolidée de la ville : les routes se transforment en chemins de terre très partiellement éclairés de nuit, les constructions sont plus précaires en bois et en taules et les *micros* (bus de Valparaíso) se font plus rares. Tout en haut, une impression de campagne. La limite de la ville est marquée par une végétation qui prend de l'ampleur et facilite les départs d'incendies.

L'Avenida Alemania est aujourd'hui la seule infrastructure reliant tous les *cerros*. Chacun d'entre eux un objet indépendant fonctionnant comme un micro-village où l'on y développe ses petites habitudes avec son primeur, ses voisins, son chauffeur de bus... Une impression que plus l'on monte, plus on se détache de l'échelle de la deuxième plus grande ville du Chili pour arriver à une petite échelle, celle d'un quartier contraint spatialement par une topographie brutale. Les appellations des *cerros* renforcent cette idée. Chaque nom de cerro renvoie à l'histoire du quartier et de ses habitants. C'est par exemple le cas du *cerro Lecheros* où logeaient de nombreux vendeurs de lait ambulants.

C'est dans les *cerros* que se concentre la majorité des *porteños* et donc des organisations habitantes, au plus proche des préoccupations du voisinage. C'est donc sur cette zone de la ville que portera la plus grande partie de l'analyse à venir.

À droite : Cerro vu en contre-plongé. Source : Pérette Jusforgues

¹épicerie, boulangeries, débits de boissons



TECTURE DE NANTES
AUTEUR

LAS QUEBRADAS

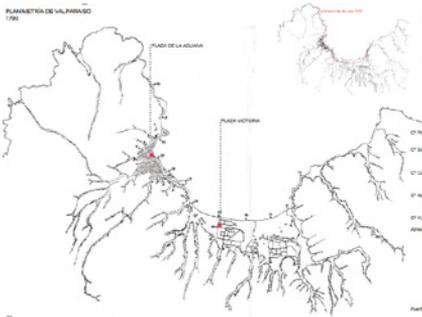
Entre chaque *cerro*, une *quebrada*. A ce creux géographique s'adaptent des maisons desservies par des chemins et escaliers formés au fil des années. Zone difficilement constructible à cause d'un taux de pente extrêmement élevé, la *quebrada* évoque aujourd'hui dans l'imaginaire collectif une forme d'habitat précaire et auto-construit. La construction des maisons s'y fait de façon progressive et fragmentée. La plupart des *quebradas* n'appartiennent pas à la ville consolidée et aujourd'hui nombreuses d'entre-elles sont toujours officiellement interdites à la construction pour des raisons de sécurité du fait des potentiels glissements de terrains lors de pluies abondantes. Les *quebradas* font partie des zones les plus vulnérables de la ville. Micro-décharges, matériaux précaires et végétation foisonnante en font des lieux propices aux départs d'incendies.

Les espaces publics des *quebradas* sont, à l'image des maisons, auto-construits. Ils induisent une forte organisation de la population. La mobilisation prend donc d'autres formes dans les *quebradas* où les priorités des habitants ne sont pas les mêmes que dans les *cerros* consolidés. Ces populations des *quebradas* se retrouvent souvent en marge des organisations de quartier. Alors qu'une *quebrada* correspondrait géographiquement à une unité territoriale, elle peut être, dans les faits, divisée et rattachée à plusieurs *cerros*. Il est donc difficile pour les habitants de savoir à quelle *juntas de vecinos* (association de quartier) ils sont rattachés. Cependant, l'habitat informel des *quebradas* définit une échelle urbaine familiale et communautaire qui lui est propre. C'est d'ailleurs dans cette conception familiale que se développent des fragments de *quebradas* : un premier membre de la famille s'approprie un terrain et plus tard le divisera en fonction de l'arrivée d'autres membres formant ainsi des unités de voisinages familiales. Ces territoires sont souvent délaissés par les autorités.

Cette fragmentation géographique en « *cerros* », « *plan* » et « *quebradas* » est à la base des toponymies de la ville ancrées dans le langage courant.

Si la topographie a induit les étapes de peuplement de la ville, les contraintes qu'elle engendre impactent aussi les formes d'habiter, et de se réunir.

Source : *Quebradas de Valparaíso, Memoria social autoconstruida*, Andrea Pina Vásquez
À droite : *Quebrada de la Rinconada*. Source : Pérette Jusforgues



Plan de Valparaíso en 1790

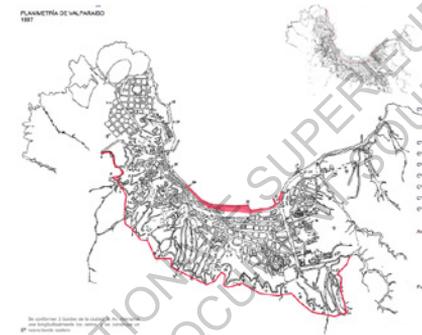
La ville commence à se développer autour du port et de l'église de la Matriz, seule partie consolidée.

Cependant, de l'autre côté, l'Almendral commence à se peupler avec l'arrivée de populations venant de la campagne et travaillant au port. Autour de ce qui est l'actuelle Plaza Victoria des maisons de style campagnard se construisent de façon informelle.



Plan de Valparaíso en 1835

À la suite du terremoto de 1822, les ranchos de l'Almendral se reconstruisent en matériaux plus solides. Le port est occupé par les classes les plus aisées tandis que les plus démunis migrent vers les cerros qui jouxtent la Matriz.



Plan de Valparaíso en 1897

Le port prend de l'ampleur suscitant une vague d'immigration nationale et internationale. La population passe alors de 5000 habitants à 70 000 entre 1812 et 1871. La ville cherche à s'agrandir et gagne du terrain sur la mer en utilisant les matériaux extraits des excavations dans les cerros. En même temps elle se développe vers les pieds de cerros. Dans l'Almendral, nouveau centre de la ville, les prix augmentent obligeant les moins aisés à monter dans les cerros.



Plan de Valparaíso en 1930

En 1906 le plus grand terremoto de l'histoire de 8,6 sur l'échelle de Richter frappe Valparaíso et détruit une grande partie du plan, provoquant le mouvement de la classe ouvrière des conventillos du plan aux quebradas et parties hautes des cerros. Les limites de la ville sont encore repoussées par les habitants qui s'installent au delà de la Avenida Alemania.

ÉVOLUTION DE VALPARAÍSO

Sources : Site internet de documentation du département architecture et design de l'Université PUCV http://wiki.ead.pucv.cl/index.php/Crecimiento_extensivo

De la topographie particulière résultent les logiques de peuplement, des zones les plus facilement habitables aux zones les plus difficilement accessibles. Dans l'histoire de Valparaíso, **l'habitant a un rôle pionner**. En s'installant de façon précaire dans les zones jusque là inhabitées, il préfigure l'expansion de la ville.

UNE LOGIQUE D'EXTENSION DE LA VILLE EN TROIS TEMPS

Les peuplements des cerros et quebradas peuvent être schématisé en trois étapes :

-**La première étape correspond aux tomas**, terme désignant l'occupation illégale de terrain (du verbe *tomar*, prendre). C'est de cette manière que beaucoup de *porteños* peuvent accéder à la propriété face au manque d'offres immobilières correspondant aux catégories sociales les plus pauvres. Après une occupation de plus de 30 années, l'occupant peut prétendre à devenir propriétaire du terrain. En attendant cette régularisation, des premières connexions informelles au réseau viaire existant apparaissent. Escaliers et chemins de terres créés par les habitants pour répondre à leur besoin de circulation font alors office d'espaces publics informels tandis que les rares espaces plats servent à la communauté. Ils servent de *cancha* (terrain de foot) pour les enfants ou de lieu de rassemblement pour des événements comme les *completadas* (vente de *completos*, sandwichs chiliens). Ces terrains plats ne sont pas sujets aux tomas puisqu'ils ont un rôle social et servent de vides coupes-feu lors d'incendies.

-Dans un deuxième temps, avant même la régularisation officielle par l'état, les maisons souvent auto-construites sont **reliées aux réseaux d'eau et d'électricité** par les entreprises privées. Cette première phase de consolidation fait souvent suite à des raccordements sauvages à ces réseaux.

-Dans un troisième temps, **l'état régularise la situation de l'occupant** d'un point de vue administratif, puis réalise les aménagements nécessaires (routes, escaliers ...).

Cette formation de la ville « spontanée », la régularisation a posteriori de l'Etat et la consolidation progressive témoignent d'une autre logique d'urbanisme où les nouvelles zones à urbaniser sont déterminées par les habitants et non maîtrisées par des outils comme un « Plan Local d'Urbanisme ». L'arrivée tardive de l'Etat a obligé l'habitant à aménager seul dans un premier temps son territoire proche et ses connexions avec l'existant. La ville s'est donc développée non pas à travers des « classiques » plans de développement d'urbanisme mais en fonction des besoins des habitants. CEux-ci devancent l'Etat qui, d'une certaine façon, arrive en dernier pour officialiser des tranches de ville déjà installées depuis des fois plus d'une quarantaine d'années. Plus qu'une simple « participation habitante », il s'agit là d'une « fabrication habitante » qui repousse perpétuellement les limites légalement définies.

UNE CULTURE DE L'AUTOCONSTRUCTION

De cette urbanisation spontanée est également née une culture de l'autoconstruction, un savoir-faire constructif qui se lit dans la variété de solutions techniques permettant de s'adapter à la pente. Chacun fait preuve d'ingéniosité pour pouvoir construire en pente, sur pilotis ou à l'aide de remblais, tout en se laissant une marge de manœuvre pour un potentiel agrandissement. Sur chaque façade se lisent les phases d'évolution du logement liées à l'accroissement des besoins familiaux avec le rajout d'une ou plusieurs pièces.

Ce florilège d'adaptations architecturales auto-construites est accompagné d'une présence importante de magasins de bricolage dont les noms sont passés dans le langage courant, témoignant de leur popularité. Un nouveau vocabulaire qu'il m'a été donné d'entendre jusque dans l'école d'architecture, où les « solutions Sodimac » peuvent être décriée ou faire partie intégrantes de certains projets (dômes en tubes plastifiés aplatis).

ORGANISATION HABITANTE

De cette auto-urbanisation naissent des formes d'organisations qui émanent également de la population. C'est le cas des *juntas de vecinos*. Basées sur le modèle des syndicats des ouvriers, premiers habitants des cerros de Valparaíso, les *juntas de vecinos* sont en termes légaux « le mécanisme par lequel les habitants d'une localité peuvent rendre effective leur participation citoyenne ». L'objectif principal des *juntas de vecinos* est de représenter les habitants face aux autorités communales et devant la loi. La formation d'une *junta de vecinos* doit émaner d'une volonté d'un certain nombre d'habitants (200 à Valparaíso). Elle est la plus petite unité territoriale, et, de par sa formation découlant d'une initiative habitante, l'institution officielle la plus proche des porteños.

ENGAGEMENT CITOYEN

Au-delà de cette culture porteña qui a mis l'habitant au cœur de la naissance et de la fabrication de la ville, Valparaíso est également connue à travers le Chili et l'Amérique du Sud comme une ville où l'engagement citoyen est très fort. En voyage de la pointe Sud du continent à la pointe Nord du pays, je n'ai pas trouvé d'endroit où l'évocation de Valparaíso ne suscite de réaction. Qu'ils soient positifs ou négatifs, les avis contrastés voire extrêmes sur la ville m'ont permis de confirmer l'unicité de la ville de Valparaíso au Chili. Dire que l'on aime ou que l'on déteste Valparaíso revient à se positionner pour ou contre une vision dite « alternative » de la vie et de la politique. Dans les deux cas elle est définie comme une ville à part, alternative voire « hippie ». Si la ville cristallise autant d'idéaux, c'est bien parce que l'engagement citoyen y a toujours été très prégnant.

Durant mon année passée à Valparaíso il m'a été donné d'assister à de nombreuses manifestations : soutien aux habitants de l'île de Chiloé située au Sud du Chili, dénonciation du massacre subi par les *Mapuches*, peuple indigène du Chili, manifestations pour le droit à l'avortement, revendications étudiantes. Les revendications sont multiples et dépassent les intérêts de la ville.

Ces manifestations prennent une ampleur particulière à Valparaíso en raison de la présence du Congrès dans la ville où se réunissent députés et sénateurs.

2/ LES RAISONS D'UNE PARTICIPATION CONTRAINTE

Au vu de sa formation, de sa construction et de son image, la participation habitante m'est apparue comme un élément constituant fort de la ville de Valparaíso. Et pourtant à l'annonce de mon sujet d'investigation, nombreux sont mes collègues de projets ou amis porteños ayant répondu de façon catégorique, comme pour me faire économiser du temps, « c'est simple, il n'y a aucune participation habitante à Valparaíso ». À partir de là a commencé à se préciser ma définition personnelle du terme « participation ». Une redéfinition née d'une prise de conscience de ce que je qualifiais par « participation » : n'importe quel élément impliquant un habitant au titre individuel et non dans un cadre professionnel. Mon idéal d'une participation engagée et spontanée s'est heurté à la réalité d'une participation contrainte, résultant d'un besoin individuel ou collectif du à un manque. Ainsi, les actions que je percevais comme participatives m'ont amenées à une autre lecture de la ville, de ses problématiques et des préoccupations habitantes. Chaque projet de récupération d'espace peut se décomposer en plusieurs étapes révélatrices des maux de la ville et du niveau d'urgence des situations.

ETAPE 1 : AMÉNAGER LA PENTE, LE PREMIER DÉFI HABITANT

Apprivoiser la pente reste le grand défi éternel porteño. Il est le plus évident de tous lorsque l'on se promène pour la première fois dans la ville. C'est souvent le premier acte habitant sur le territoire. Il se traduit par la création d'escaliers, de chemins de traverses, de paliers qui permettent à la fois le déplacement et l'appropriation d'une pente impraticable. Ces connections complètent un réseau viaire développé de façon unilatérale en crête de cerros, délaissant les flans de colline et les quebradas. Bien qu'au cœur de la ville, ces zones se retrouvent paradoxalement isolées. Ce premier aménagement de la pente pallie donc à un manque de connexions entre les zones d'habitats précaires et la ville consolidée.

L'aménagement d'espaces horizontaux ouvre la porte à de nombreux usages et à une plus grande possibilité d'appropriation. Ce fut par exemple le cas pour Kent et Carolina, deux habitants du pasaje Barbosa dans le cerro Mariposa. Ce passage est aujourd'hui bien connu de tous les voisins pour son potager central et son esthétique soignée. Différentes terrasses de terre-crue incrustées de coquillages invitent à l'arrêt et proposent un autre rythme d'ascension, une alternative aux escaliers rectilignes. Cet aménagement est né d'une envie, d'un besoin quotidien des plus simples : celui de pouvoir prendre son petit déjeuner au soleil le matin en sortant juste une table de la maison. C'est ainsi que Kent a commencé à aménager un petit palier. Cet aménagement purement fonctionnel et individuel a été le point de départ d'un investissement total du passage pentu. Les multiples terrasses permettent aujourd'hui d'accueillir fleurs et potagers, prouvant que l'horizontalité facilite le projet.



*Escaleras de la muerte, Cerro Litre. Ancien Ascensor devenu une décharge.
Source : Émilie Cerny*

ETAPE 2 : NETTOYER, UNE LUTTE SANITAIRE ET SÉCURITAIRE

Dimanche, fin d'après-midi à la Dominguera, événement hebdomadaire de théâtre d'improvisation ouvert à tous sur la plaza descanso.

Un jeune homme prend le relais d'un joueur de guitare au centre du cercle. Il déclame rapidement son amour pour la plaza descanso et explique brièvement en quoi consiste son intervention : c'est génial, tout le monde va pouvoir participer. Il sort de sa poche trois sacs poubelle. « Que chacun regarde autour de lui les déchets, les prenne, et vienne les mettre dans les sacs ». Toute la place s'exécute. « Voilà maintenant c'est propre, on peut continuer ». Il remercie tout le monde, et laisse sa place au suivant sous les applaudissements.

Récit personnel d'un dimanche après-midi de Novembre.

Cette scène est assez représentative du nettoyage nécessaire avant toute occupation de l'espace.

Si la circulation fait partie des défis évidents des habitants, les conséquences des singularités géographiques de Valparaiso sont plus vastes. Premièrement, les difficultés d'accès aux quebradas et passages complexifient le travail des éboueurs porteños et des habitants, générant l'accumulation de poubelles durant des semaines entières. Cette difficulté d'évacuation des déchets s'accompagne d'amas d'ordures en bas des pies de cerros où stagnent les détritrus jetés plus en amont et ramenés par la pluie. Ainsi se sont créées les deux cents micro-décharges qui ponctuent les hauteurs de la ville et les quebradas. Entre une gestion municipale des déchets à questionner et l'accumulation de « micro-incivilités », de nombreux voisins désespérés initient des campagnes pour éliminer les déchets de leurs rues, tandis que les employés municipaux chargés du nettoyage réclament de meilleurs revenus et conditions de travail. Premier geste d'action de récupération d'espaces publics, le nettoyage s'accompagne à plus long terme d'une sensibilisation des populations aux problèmes environnementaux et sanitaires dus aux déchets. Des associations se sont même spécialisées dans le domaine, comme « Recicla Valpo ».

Outre les problèmes sanitaires et d'image, les micro-décharge déclenchent et attisent les nombreux incendies qui ravagent la ville.

ETAPE 3 : OCCUPER, UNE FORME DE SÉCURISATION

L'occupation du lieu suit généralement l'étape de nettoyage. Cette présence permet non seulement un entretien régulier mais aussi une mise à l'écart de tout élément perturbateur à la tranquillité du quartier, allant de la petite délinquance aux trafics de drogues réguliers. L'occupation permet donc l'amélioration de l'image véhiculée par le lieu, mais surtout évite de nouvelles dégradations du lieu en cours de récupération.

ETAPE 4 : TRANSFORMER, UNE REVALORISATION ESTHÉTIQUE ET FONCTIONNELLE

Cette quatrième phase de récupération d'espaces est souvent déboulée par une arrivée de fonds. Une nouvelle visibilité et un nouvel attrait sont donnés au lieu par un nouveau mobilier, une nouvelle construction ou tout simplement par des peintures murales changeant son image de façon évidente. La réappropriation esthétique et fonctionnelle est celle qui marque un tournant dans l'histoire du lieu aux yeux d'un voisinage plus élargi et du passant. On va désormais venir à cet endroit pour admirer le travail artistique, écouter un concert, bavarder, tricoter, manger...

ETAPE 5 : SE RETROUVER, UN BESOIN SOCIAL

Ces actions de récupérations d'espaces comblent un besoin de lieux pour se réunir, échanger, débattre et s'informer.

La réhabilitation d'espaces publics n'est pas à destination d'un seul individu mais d'un groupement de personnes. Ainsi, ses actions répondent donc à une volonté de mise en commun d'espaces pour se retrouver et échanger. De tels lieux se font nombreux dans *el plan*. Les grandes places, les nombreux bars ou *comedores* sont de véritables lieux de vie. Mais ils se font rares dans les cerros plus résidentiels. Les échanges sont alors plus circonscrits pendant les moments difficiles de l'histoire, pendant la dictature ou après de grandes catastrophes comme le grand incendie de 2014. De nombreux lieux temporaires ont vu le jour suite à l'incendie afin de fournir aux habitants un soutien moral et matériel face à la catastrophe.

ETAPE 6 : APPRENDRE, UNE NÉCESSITÉ

Après avoir répondu au besoin d'être ensemble, les espaces récupérés permettent le développement d'une grande variété d'ateliers. Musique, théâtre, art du cirque, cinéma, ludothèque, activités manuelles et aide aux devoirs fonctionnent grâce à un système de bénévolat qui aide à pallier à une maigre proposition culturelle de la municipalité et des écoles. Pour une simple contribution d'un paquet de farine ou de lentilles, il est possible d'assister à un atelier organisé par un voisin désireux de partager son savoir-faire avec les autres. C'est une forme d'éducation accessible financièrement à tous, là où les études supérieures restent inaccessibles à une grande partie de la population de par leur coût exorbitant. Cette contre-culture, d'une part, permet de populariser l'art et d'autre part vient s'inscrire dans la vague actuelle de révoltes étudiantes contre le prix et la faible qualité des études. Dans les centres culturels et centres communautaires se multiplient ainsi ces initiatives d'aides aux devoirs et d'auto-éducation gratuites où il n'est pas nécessaire de s'endetter pendant trente ans pour accéder à un savoir. D'autres formes d'éducatrices naissent même de ces initiatives telles que *la escuela popular* créée et gérée par Chago au centre culturel de Playa Ancha : une école alternative où chaque enseignement théorique est mêlé à un apprentissage artistique. Ces ateliers et événements viennent compléter l'offre culturelle presque inexistante de la municipalité.

À travers ces différentes étapes de nettoyage, d'occupation, d'appropriation, et d'éducation, la récupération d'espaces publics met en exergue les problèmes et les manques de la ville de Valparaíso. Les groupements habitants s'organisent en réponse aux problématiques porteñas. Mais ces rencontres font partie intégrante du processus plus large d'amélioration de qualité de vie urbaine. Chacune de ces mobilisations génèrent des rencontres, des échanges de savoir-faire qui donnent de l'épaisseur à des actions qui n'auraient probablement pas le même impact si elles n'avaient pas été réalisées par les habitants. L'acte de participation en lui-même fait ainsi partie de cette logique de récupération. Plus qu'un outil, la participation est parfois la solution aux nécessités porteñas.

LA PARTICIPATION COMME OUTIL DE RECONSTRUCTION SOCIALE

« Más allá de las reconstrucciones de las casas se inició un proceso de reconstrucción del tejido social. »

** «Au-delà de la reconstruction des maisons est né un processus de reconstruction du tissu social.»
Chito, membre du centre communautaire de las Huaitecas.*

Si la récupération d'espaces publics est motivée par le besoin de lieux aménagés pour se réunir, la participation habitante est en elle-même un premier élément de réponse à cette nécessité. Cette cohésion est d'autant plus nécessaire à la suite d'un sinistre comme après l'incendie de 2014. Elle révèle un besoin de soutien moral accru par le délaissement du gouvernement culpabilisant les populations plutôt que de leur fournir de l'aide. Ainsi, après chaque sinistre, la résilience et la solidarité habitantes permettent une reconstruction physique des maisons sinistrées, mais également une reconstruction humaine des victimes. L'acte de participation s'inscrit alors au cœur du processus et importe autant que le résultat final.

La co-construction d'une identité

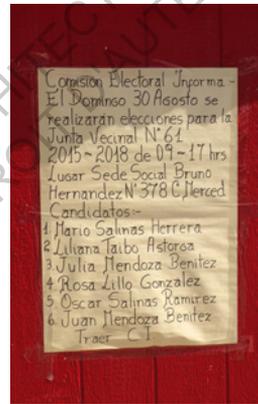
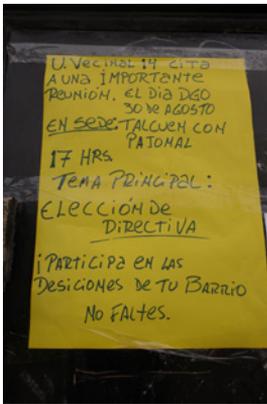
Les organisations d'actions par et pour les voisins sont également des moments clés de l'histoire des quartiers. Véritables événements de quartier, ils stimulent l'implication personnelle qui renforce l'ancrage dans le territoire. Ces moments sont présentés comme des marqueurs identitaires du voisinage. Ils ont pris une place importante dans les récits de quartier de mes interlocuteurs qui me laissaient paraître un sentiment de fierté d'appartenance à leur quartier. La revendication de cette identité passe même au cerro Playa Ancha par l'appellation de « *republica independiente de Playa Ancha* » par certains de ses habitants.

Elle est frappante dans le cerro Merced, quartier fortement touché par l'incendie de 2014. Sur les murs du cerro Merced, s'exposent les événements et temps forts du quartier.

Premières déambulations ; ici, on est dans le cerro Merced, c'est évident, ce sont les murs qui le disent. Tous les vingt mètres, sur chaque pylone électrique, un panneau au design soigné le rappelle, "somos del cerro merced" ("nous sommes du cerro merced").

Pour aller plus loin dans la revendication de son appartenance au cerro, il suffit de tourner la tête. Sur chaque panneau d'OSB, à l'entrée de chaque échope, ou sur le portail du centre communautaire "Minga", des feuilles de papier plus humbles d'une couleur criarde, écrites à la main, soignées, vous rappellent :

" U. Vecinal 14 cita a una importante reunion el dia domingo 30 de Agosto, En sede : alluem con pajonal. 17Hrs. Tema principal : elección de directiva (souligné deux fois). ; Participa en las decisiones de tu barrio! No faltes." Ces panneaux, qui de toute évidence ne relèvent pas d'un communiqué officiel de la municipalité de Valparaiso, rappellent ainsi aux habitants de Merced la réunion de l'unité de voisinage 14, le 30 Août, avec pour objet l'élection de la nouvelle direction.



Une fois rentré chez soi, l'engagement continue, à travers d'autres murs, virtuels cette-fois ; il n'y a qu'à choisir entre l'une des trois pages facebook dédiées au Cerro, ses activités, son centre communautaire.

Sur les murs du cerro Merced, quels qu'ils soient, pour toutes les générations, s'affichent ainsi appels à rassemblement, photos d'endroits spécifiques du cerro, connus de tous où chacun a une anecdote. S'y organisent également les multiples 'tallerees', ateliers organisés par des volontaires rassemblant les générations autour d'activités manuelles.

Ainsi, lorsque l'on demande à quelqu'un dans la rue d'où vient-il, il sera d'abord du Cerro Merced, puis de Valparaiso montrant un rattachement identitaire plus fort au cerro qu'à la ville.

Récit d'un retour d'une visite de site dans le cerro Merced, Septembre 2015

Photo : affichages dans le cerro Merced
Source : Pèrette Jusforgues

Bien avant la mise en place d'ateliers, la construction des centres culturels est le premier moment de transfert de savoirs. Les moyens financiers étant souvent limités, les habitants sont amenés à construire eux-mêmes les lieux de réunion du quartier. C'est l'occasion d'expérimentations architecturales et matérielles autour du recyclage que les voisins pourront réinvestir dans la construction de leur propre maison. Au Patio Volantín, chaque extension de la maison donne lieu à un évènement et au développement d'une nouvelle technique constructive formant un patchwork, véritable catalogue d'idées à échelle 1 que les voisins se sont appropriées et ont répétées dans leurs maisons.



Cerro Merced
Source : Pârette Jusforques

Ce décryptage des motivations qui mènent les porteños à développer des initiatives requestionne l'idée d'une participation volontaire. Peut-on réellement parler de participation habitante alors que celle-ci est forcée par l'assouvissement des besoins humains que sont la sociabilité, le déplacement, la santé et l'éducation ?

Dans « Les nouveaux principes de l'urbanisme », François Ascher explique que « l'amélioration de la qualité de vie urbaine repose sur une participation urbaine inclusive et participative où les citoyens sont les principaux acteurs ». Mais quelle part a réellement l'habitant dans le florilège de projets participatifs qui émergent à Valparaíso ?

3/ DE LA CONSULTATION À L'AUTOGESTION : APERÇU DE LA NÉBULEUSE « PARTICIPATIVE »

urbanisme participatif :

-Sens 1 : Démarche de fabrication ou d'aménagement d'espaces habités donnant lieu à un partage (coproduction, codécision) voire à un transfert de responsabilité (autopromotion, autogestion) vis-à-vis d'habitants spontanément mobilisés ou largement sollicités.

-Sens 2 : Générique, désigne toute pratique de fabrication ou d'aménagement d'espaces habités associant des habitants, quel que soit le niveau de cette implication.

(Définition Dicopart, Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation ¹)

Aujourd'hui l'implication habitante dans l'aménagement de Valparaíso prend différentes formes, de la plus informelle à la plus normée par le gouvernement. Carteles, annonces, publicités, discours, de nombreux éléments témoignent d'une véritable « mode » actuelle du participatif qui s'est fortement développée ces dernières années suite à des catastrophes comme le grand incendie de 2014.

La dimension « générique » du terme 'urbanisme participatif' se retrouve à Valparaíso qui a fait de cet outil d'urbanisation sa marque de fabrique. Dans la rue, une esthétique du « fait main » règne et donne son identité visuelle à la ville. Pourtant, toutes les typologies de participations n'ont pas le même niveau de visibilité. Tandis que l'action la plus informelle se lira de manière évidente, les actions « officielles » sont plus invisibles de par leur réalisation plus « professionnelle ». Cette interprétation, bien que schématique, donne les premières clés de compréhension de ce que le terme « participation » signifie à Valparaíso et du degré d'implication habitante.

De la participation officialisée, organisée, structurée, gérée à la participation informelle, spontanée, autogérée et autofinancée, la ville se révèle être le support d'un panel incroyable d'urbanismes participatifs. Un tel nuancier pourrait brouiller le sens de ce « label participatif ».

À travers les différents acteurs de l'aménagement de la ville, des nuances sémantiques importantes peuvent être apportées au terme de participation, afin de lui redonner sa véritable signification et l'extraire de son usage générique qui dévalorise son emploi.

L'habitant est défini à la fois comme un sujet fragile et « exclu » dont la réinsertion nécessite une intervention spatiale et une éducation aux comportements « citoyens », mais aussi comme un « expert de l'usage » et des priorités des quartiers par opposition à l'offre institutionnelle.

¹projet éditorial né au sein du Groupement d'Intérêt Scientifique Démocratie et Participation pour recenser les mots à travers lesquels on définit, on pratique et l'on théorise la participation.

**PARTICIPATION OU CONSULTATION : QUIERO MI BARRIO, QUAND L'ÉTAT DONNE
UNE SAVEUR PARTICIPATIVE À SES POLITIQUES URBAINES**

« Cuando es listo, llevan el cake ya listo ».

«Quand c'est prêt, ils amènent le gâteau déjà prêt»

«Le programme de récupération de quartiers « Quiero mi barrio» du ministère de l'habitat et de l'urbanisme (MINVU) est né en 2006 comme l'une des mesures présidentielles du premier gouvernement de la présidente Michelle Bachelet. Depuis le début, le pari de Quiero mi barrio a été d'initier une récupération physique et sociale à une échelle de quartier, facilitant le lien entre ce quartier et sa ville.

Ce travail se développe en lien avec les personnes de la municipalité locale, à travers un processus participatif qui facilite la rencontre, la participation et la vie en communauté.

En 2014 le programme « Quiero mi barrio» a de nouveau fait partie des mesures présidentielles et 203 nouveaux quartiers ont été sélectionnés dans 15 régions du pays.»

description officielle du site web du ministère de l'habitat et de l'urbanisme ¹

« Le programme «Quiero mi barrio» a pour objectif de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des habitants des quartiers qui présentent des problématiques urbaines en lien avec les espaces publics, à travers un processus participatif et intégral.

La durabilité de ces actions communautaires et l'investissement réalisés par le ministère de l'habitat et de l'urbanisme s'articulent à travers trois axes transversaux : l'identité et le patrimoine, l'environnement et la sécurité».

Introduction de la brochure «plan maestro y contrato de barrio , Quiero mi barrio Merced».

Le programme s'implante dans un quartier suite à une demande venant de la municipalité ou du quartier. La candidature est ensuite analysée et un choix est fait parmi les multiples prétendants bénéficiaires du programme.

Les quatre cerros de Valparaiso dans lesquels Quiero mi barrio est aujourd'hui implanté ont été choisis suite au grand incendie de 2014. Les cerros Merced, las Cañas, la Cruz, Litre ont en effet été les cerros les plus touchés ce qui a valu une intervention spéciale de Quiero mi Barrio.

Le programme s'est déroulé en trois phases spécifiques à la situation des cerros sinistrés lors de l'implantation du programme en 2014 : une première répondant aux besoins urgents (eau, électricité ...), une deuxième phase de reconstruction et une troisième de développement.

Après avoir répondu aux besoins d'urgence et aux besoins individuels, les équipes formées d'architectes et d'assistants sociaux chargées de chacun des cerros à partir d'un budget attribué par le gouvernement proposent des aménagements aux habitants. Installées pendant trois ans dans la « casona quierro mi barrio » en haut du cerro Merced, les équipes mettent en place un protocole ayant pour but de définir aux côtés des habitants les besoins du quartier.

¹http://www.minvu.cl/opensite_20070212164909.aspx

Protocole d'action : l'exemple du cerro Merced.



Photos des étapes d'interventions de l'arrivée de Quiero mi Barrio dans le quartier jusqu'à la signature du contrat de quartier.

- **Ateliers d'auto-diagnostic :**

Développement de six ateliers différenciés par âges, sexe, organisation et groupes communautaires

- **Marches d'exploration :**

Trois parcours définis par Quiero mi Barrio ont été réalisés avec les habitants pour définir les problématiques.

Nombre de participants : une trentaine (soit un succès selon l'organisation.)

- **Échanges d'expériences :**

Des visites d'autres territoires de la région ont été organisées afin de connaître l'expérience d'autres conseils de développement du voisinage.

- **Établissement d'un diagnostic :**

Trois clés d'interventions ont été définies conjointement aux habitants engagés.

- **Élaboration de Stratégies :**

-Récupérer les quebradas du quartier avec des espaces destinés à la communauté et habilitier le quartier pour des situations de risque

-Habilitier et consolider de nouveaux équipements de quartier à usage communautaire, sportif, ou sécuritaire

-Consolider les connexions secondaires internes et avec les environs pour les piétons et les véhicules.

- **Propositions d'implantations**

- **Plan de gestion social :**

De tous ces éléments résulte un plan maître comprenant le «projet de confiance», défini et validé par les habitants ainsi que les projets des intervenants de Quiero Mi Barrio.

- **Contrat de quartier :**

Est ensuite établi un «contrat de quartier» signé par le conseil du développement de voisinage du cerro Merced-La Virgen (conseil créé par Quiero Mi Barrio), le secrétariat régional de l'habitat et d'urbanisme de la région de Valparaíso et la municipalité de Valparaíso.

Informations extraites de l'entretien avec Gonzalo Pozas, architecte de Quiero mi Barrio.

Le programme gouvernemental Quiero Mi Barrio sert cette même recette d'intervention aux saveurs participatives sur chacun des territoires étudiés. Une recette millimétrée plus proche d'une procédure que d'un processus de par le peu de place laissé à l'imprévu et à l'informel. La rigidité de l'intervention est liée à un temps d'action déterminé et figé par un programme gouvernemental.

Ici les échanges avec la population sont restreints aux phases d'analyses, et aux décisions programmatiques autour d'un « projet de confiance ». Ce temps de discussion pré-projet m'a ainsi amenée à reconsidérer ce programme comme une typologie de participation habitante plus proche de la **consultation** que d'une réelle co-production, auto-promotion ou auto-gestion des habitants.

Une consultation qui se démarque donc d'une participation, mais aussi de la concertation.

Dans ce même dictionnaire, Jean-Eude Beuret souligne la différence à faire entre concertation et consultation. Si il signale que certains auteurs ne font pas de distinction entre les termes, de son propre avis : « Cette distinction semble importante, pour éviter la frustration ressentie par des acteurs invités à une concertation, qui s'attendent à être associés à un processus de construction collective, et ne sont invités qu'à exprimer un avis, souvent de façon très ponctuelle. » Dans le cas de Quiero Mi Barrio, il paraît difficile de discerner une réelle construction collective et l'élaboration d'un langage commun dans cette application d'un modèle participatif rigide qui impose la création de nouvelles structures comme le conseil de voisinage de développement. Une nouvelle instance au sein du quartier qui vient s'ajouter aux instances préexistantes que sont les « juntas de vecinos » et centres communautaires. Tandis que ce conseil de développement aurait pu être un instrument commun aux autorités et aux habitants, il est questionnable du fait de sa composition d'habitants exclusivement. Une non-mixité d'autant plus étrange que la structure n'émane pas d'une volonté de ceux qui la composent.

Quiero mi Barrio serait donc peut-être une simple structure permettant le partage d'informations entre habitants et municipalité afin de permettre aux pouvoirs publics de fournir une réponse construite la plus proche des préoccupations et besoins des habitants.



Réalisation d'une peinture murale par les habitants du cerro Ramaditas organisée par la junta de vecinos et Junto al Barrio dans le cadre de l'action «recuperando nuestra identidad de barrio»

Source : Junto al Barrio <http://www.juntoalbarrio.cl/jjvv-98-desarrolla-proyecto-recuperando-nuestra-de-barrio-carnaval-de-cerro-ramaditas/#>



Siège de Junto al Barrio dans le cerro Placeres

Source : Pétette Jusforgues

**DE L'ACCOMPAGNEMENT D'UNE PARTICIPATION HABITANTE À UNE GESTION INTÉGRÉE,
JUNTO AL BARRIO, LA POSTURE DU NOUVEAU VOISIN DE PASSAGE**

Description et philosophie

L'Organisation Non Gouvernementale Junto Al Barrio a été créée en 2009 par l'architecte Nicolas Cruz, qui la même année s'est installé dans le quartier défavorisé Estación Central de Santiago de Chile. Son objectif est alors de générer un projet avec ses voisins dans le but d'améliorer la qualité de vie dans le quartier. Il reçoit alors l'aide du « fondo de solidaridad y inversión social » qui s'occupe de travailler avec des organisations et des personnes pour leur donner les moyens de réaliser leurs projets à vocation sociale et solidaire. Depuis, la fondation vit en postulant à des fonds privés et publics lui permettant de subvenir à ses besoins de fonctionnement et de réaliser les projets définis lors de leur présence dans les quartiers. Entre 2010 et 2014 un premier « cycle de quartiers » concernant cinq quartiers situés dans la région métropolitaine et dans le Sud du Chili a eu lieu. En 2014 a commencé le second cycle qui concerne aujourd'hui deux quartiers de Valparaíso, dans la partie haute du cerro Placeres et dans le cerro Ramaditas. Six autres quartiers sont concernés dans le reste du Chili (région de Coquimbo et région métropolitaine). Pour financer le projet, toujours dans cette même idée d'articulation public-privé, Junto al Barrio s'est associé à la chaîne de magasins de construction Sodimac et à l'entreprise Tps.

« Notre modèle de travail dans un quartier considère un temps de trois ans pendant lesquels une équipe de professionnels de JAB (Junto al Barrio) s'installe comme un nouveau voisin. L'équipe crée des liens avec la communauté qui permettent de développer des programmes et des projets pour travailler avec les organisations sociales du territoire. »

« Nous promouvons le quartier et ses protagonistes, les voisins, dans le développement de villes plus inclusives. Nous nous appuyons sur les organisations de voisinage, motivant la participation citoyenne » développant un processus de collaboration public-privé par la matérialisation de projets sociaux et urbains qui améliorent durablement la qualité des quartiers vulnérables. »¹

Les trois ans d'action sur le terrain commencent par 6 mois de « diagnostic participatif » durant lesquels l'équipe rencontre les organisations du secteur, principalement les juntas de vecinos et les clubs de sports, et crée des liens avec la communauté. A travers une enquête de porte à porte, Junto Al Barrio se fait connaître auprès des habitants qu'ils n'auraient pas encore rencontrés avec les juntas de vecinos et autres organisations. A partir des rencontres faites durant ces six mois et des récits partagés, un « diagnostic participatif » social et urbain est dressé avec les habitants.

Pendant les vingt-quatre mois suivants se déroule la phase « programmation et projet » qui à partir du diagnostic pré-établi liste

¹ description officielle du site internet de Junto al Barrio : <http://www.juntoalbarrio.cl/mision-vision/>

une série de nécessités écrites principalement avec l'aide de la junta de vecinos. Pendant ce processus, l'ONG développe et définit les capacités et habilitations qui vont permettre d'établir une intervention durable. L'objectif est de construire une organisation qui soit autonome et efficace.

Durant les six derniers mois, l'ONG initie le projet défini auparavant en mettant en lien les financeurs privés (Sodimac..) avec les habitants, avant de se retirer progressivement du territoire afin de ne plus assurer qu'un suivi, laissant les organisations habitantes maîtresses du chantier.

(basé sur l'entretien avec Tomas Perez, travailleur social pour JAB dans le cerro Placeres.)

L'exemple du quartier Héroés del mar dans le cerro Placeres et du cerro Ramaditas.

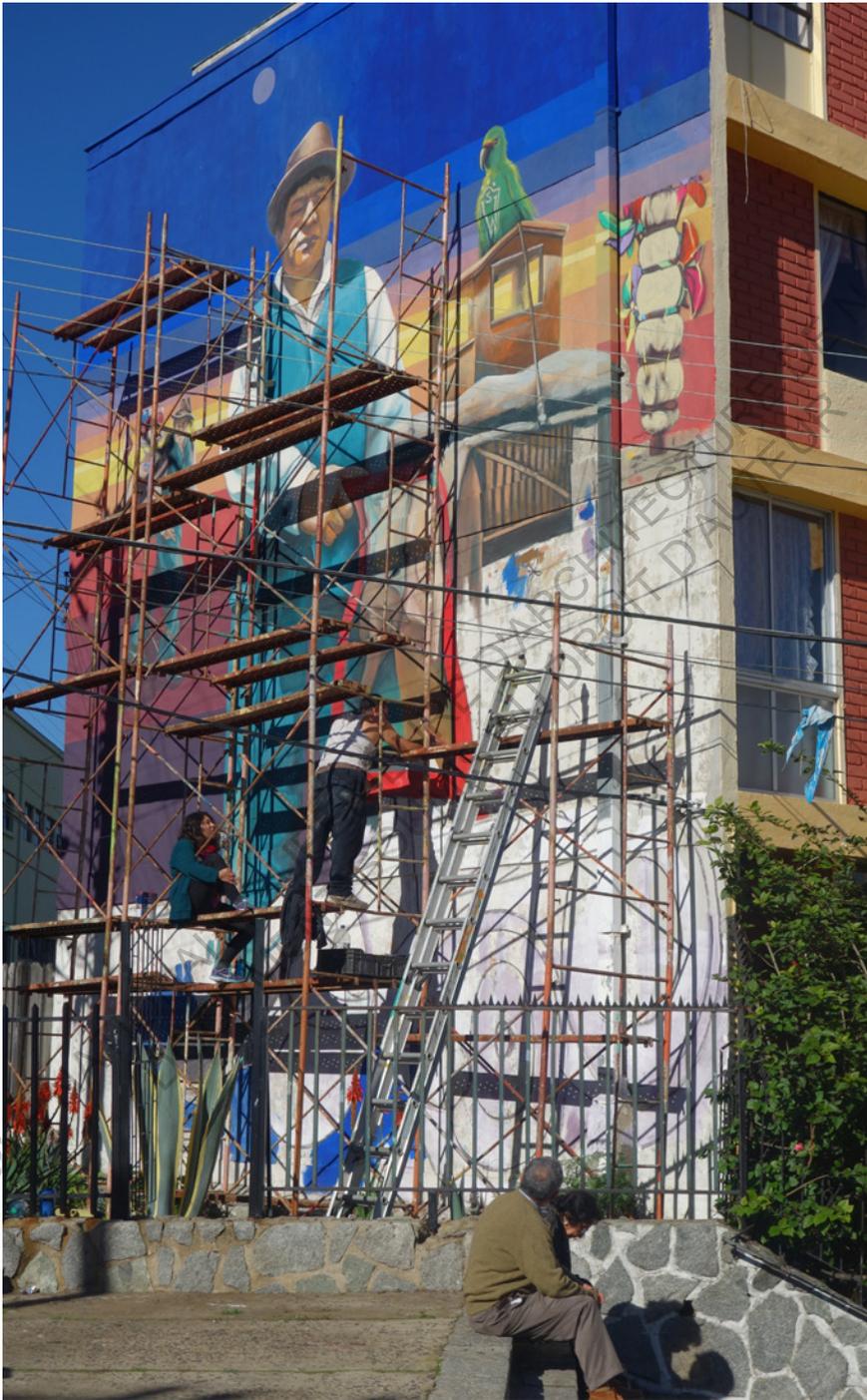
Le diagnostic participatif a permis d'identifier la sécurité (ou sa perception) qu'ont les voisins et la confiance comme les principales problématiques du voisinage. C'est autour de cet axe que Junto al Barrio a commencé son travail de consolidation des organisations habitantes pré-existantes et de revalorisation des espaces publics suite à la dégradation de la vie communautaire. Au cours de sa présence dans le quartier, l'ONG a réalisé divers événements en fonction des ressources que ses « sponsors » ont mises à sa disposition. Ainsi, dans le cerro Ramaditas, sa présence a été ponctuée par la réalisation d'une murale financée par Sodimac. Le choix du mur et la thématique de la peinture ont été choisis par les habitants dans l'objectif de servir et d'asseoir une identité de quartier commune. L'action a permis de réveiller un réseau de solidarité entre voisins, avec un voisin permettant le stockage du matériel dans sa maison et la collaboration d'autres lors de la réalisation de la fresque.

Junto al barrio, chef d'orchestre privé

De la concertation à la stimulation d'une gestion intégrée Avec leur position de « nouveau voisin temporaire », les acteurs de Junto al Barrio s'inscrivent dans une dynamique d'accompagnement de développement du quartier. Un accompagnement qui ne crée pas une nouvelle structure de dialogue au sein du quartier mais qui réactive celles déjà existantes, s'adaptant ainsi au langage et au mode de communication de la communauté. A la différence du programme étatique de Quiero mi Barrio, Junto al barrio par le rapprochement et la confrontation des intérêts divergents de la sphère publique et de la sphère privée met en place un langage commun au service d'une coordination générale qui ne destitue aucun parti de son pouvoir décisionnel. En cela, l'ONG se démarque de Quiero mi barrio en proposant une forme de participation habitante qui relève de la concertation. Le terme de concertation est à considérer ici dans le sens moderne du terme qui se rapproche de la notion de concert. Dans son article sur la définition de la concertation, Jean-Eude Beuret rappelle en effet que « Hélin (2001) constate ainsi que le mot concertation vient du latin concertatio qui signifie « dispute, contestation », alors que l'acception actuelle de ce terme vient de son appropriation par

le vocabulaire musical qui associe au mot « concert » l'idée d'accord. ». En réunissant les structures pré-existantes que sont les *juntas de vecinos* et les habitants parfois en opposition avec les organisations de quartiers autour d'un intérêt collectif et non d'un intérêt individuel comme il en est souvent le cas précise Tomas Perez, Junto al Barrio fait de la coopération, du processus et de la construction les trois mots clés de son intervention qui balisent le champ de la concertation.

L'action de la fondation s'inscrit d'autant plus dans un processus de concertation dans la mesure où elle est constituée de professionnels au service d'actions communautaires et constitue là une « *méthode d'intervention mise en œuvre par un agent : selon Kramer et Specht (1983, cité dans Bourque, 2008), la concertation « se réfère à différentes méthodes d'intervention par lesquelles un agent de changement professionnel aide un système d'action communautaire composé d'individus, groupes ou organisations à s'engager dans une action collective planifiée dans le but de s'attaquer à des problèmes sociaux en s'en remettant à un système de valeurs démocratiques ».*



Deux graffeuses observées par un habitant dans la población Zenteno lors de la población

Source : Pérette Jusforques

UNE PARTICIPATION SPONSORISÉE

VALPARAÍSO EN COLORES : DE L'INITIATIVE INDIVIDUELLE À LA MISE EN RÉSEAU D'ACTEURS PRIVÉS/ PUBLICS AUTOUR D'UN PROJET.

Organisation non gouvernementale, « Valparaíso en Colores¹ » est née d'une initiative personnelle, celle d'Horacio Silva Duarte qui à l'aide de grandes *murales*² tente de révéler des miradors sur la ville. La plus-value esthétique et la nouvelle visibilité pour le quartier ont pour objectif l'amélioration de la qualité de vie des habitants. À côté du projet artistique se développent d'autres opérations de nettoyage, de plantation d'arbres, d'ateliers sur l'environnement et des performances artistiques. L'événement suscité par la réalisation de ces fresques se présente comme un point de départ moteur d'une récupération des espaces publics du quartier. L'ONG a aujourd'hui deux éditions à son actif, la première en Janvier 2016 dans le cerro Larrain et la deuxième en Juin 2016 dans Población Zenteno située dans le cerro Lecheros, les deux interventions présentant les mêmes modes de fonctionnement.

L'exemple de la población Zenteno

L'opération a duré au total trois mois et se décompose en cinq étapes :

-La première étape : l'évènement moteur

Sponsorisé par la multinationale *Big Time* (célèbre marque de chewing-gums chiliens) le projet a réuni neuf artistes différents (*Alapinta- Saile One- Teo Doro- ABUSA- Pablo West- Claudio Dré- Michael Yaikel- Gabriel Veloso Gvz Alapinta- Seco Sánchez*) venus de tout le Chili et ayant pour certains une reconnaissance mondiale afin de peindre de 9 *murales* sur les pignons des logements collectifs de la *población Zenteno*³. Pour la multinationale, il s'agit là d'un coup de publicité à moindre coût, l'opération portant le nom de la marque, et les images des graffs étant réutilisées sous forme de vignettes pour un nouveau packaging.

Cette première étape de récupération d'espace mobilise un outil artistique qui attire les curiosités, accessible à tous, populaire. Cet élément visuel fort a pour objectif de changer l'aspect esthétique et donne une identité au quartier. Cet apport de couleur prétend améliorer la qualité de vie des voisins.

-La deuxième étape : l'inauguration

Un événement permettant la reconnaissance de l'action par les autorités grâce à la présence du maire a été organisé. Un événement «populaire» sur fond de musique reggeaton et de démonstration de Cueca avec la présence de l'école voisine.

-La troisième étape : organisation d'ateliers autour du thème de l'environnement

Des ateliers sur le recyclage et le jardin ont ensuite été organisés à des fins pédagogiques pour permettre d'assurer la pérennité des actions à venir, une sorte de formation préventive.

-La quatrième étape : plan de propreté lancé par la municipalité

¹ Valparaíso en couleurs

² Peintures murales

³ L'un des plus anciens ensemble de logements sociaux de Valparaíso

-La cinquième étape : récupération des espaces verts et des espaces communs extérieurs

Cette étape est gérée par les universités Duoc et Valparaiso chargées du dessin et de la mise en place de nouveaux espaces verts.

Les habitants n'interviennent que de façon ponctuelle et ouvrent le projet. Une série de thèmes a été rédigée par les graffeurs puis soumise aux habitants qui ont pu voter pour leur thème favori. La seule consigne imposée par les organisateurs quant au thème a été d'être en lien avec la ville de Valparaiso. Le vote s'est réalisé par «bloc», chaque bloc ayant un pouvoir de décision sur ce qui va être peint sur leur bâtiment. La majeure partie des thèmes choisis est en rapport avec la mer, le quartier étant constitué de personnes ayant travaillé au port ou en tant que pêcheur. Une fois les premières esquisses réalisées, les habitants en collaboration avec les artistes ont apporté des modifications. Le principal interlocuteur des organisateurs dans le quartier a été la junta de vecino qui a fait le lien direct avec les habitants.

Ici l'implication de l'habitant dans la première phase du projet, la plus symbolique et la plus visible, relève de la concertation. *Valparaíso en Colores* qui s'est placé en tant que coordinateur-médiateur a permis aux deux parties graffeurs/habitants d'élaborer un langage commun au service d'une œuvre collective. Une implication habitante qui, bien que ponctuelle et événementielle, a pourtant permis une implication plus informelle a posteriori. Les graffeurs racontent comment les habitants venaient discuter avec eux lors de la réalisation des *murales*, simplement pour exprimer leur bonheur que le thème du phare ait été choisi, ou leur offrir petits gâteaux, café, jusqu'à les inviter chez eux pour prendre la *Once*¹ et stocker leur matériel.

La concertation événementielle s'appuyant sur les structures pré-existantes opérationnelles (la junta de vecinos) a permis une appropriation rapide du projet par les habitants, avec tout de même le risque que les actions suivantes perdent en mobilisation.



¹ *Once* : équivalent chilien du goûter

Photos : trois murales de la Población Zenteno. à droite : un 'lechero', vendeur de lait ambulant sur son âne, métier de nombreux anciens habitants du quartier éponyme; au centre et à gauche : représentations sous-marines. Source : Pérette Jusforgues

JUNTAS DE VECINOS : L' INSTITUTION HABITANTE

Littéralement, une «junta de vecinos» est un «ensemble de voisins». Les juntas de vecinos sont à part dans le paysage participatif de la ville : elles ne dépendent pas d'une institution mais en sont une.

« las juntas de vecinos para muchos pueden ser consideradas las organizaciones madres, las de las raíces y otros son las organizacioines funcionales.»¹

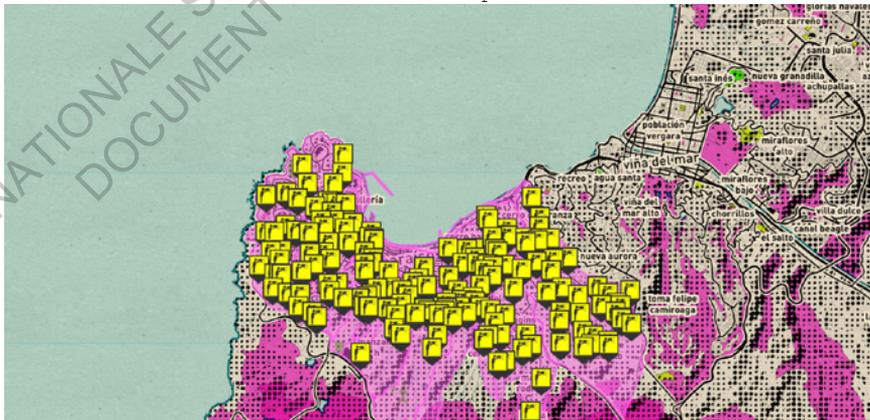
Chito, centre communautaire las Huaitecas

Avec les clubs de sports, elles sont les associations de quartier qui constituent le premier interlocuteur entre les habitants et les institutions.

Officiellement elles sont « des organisations communautaires de caractère territorial représentatives de personnes vivant dans la même unité de voisinage et dont l'objet est de promouvoir le développement de la communauté, défendre les intérêts et lutter pour les droits des voisins et collaborer avec les autorités de l'État et les municipalités. »²

La formation d'une junta de vecinos émane d'une volonté d'un groupe d'habitants, minimum 200 à Valparaíso, qui doivent signer et s'inscrire à un registre, réaliser une assemblée constitutive et élire via bulletins secrets un bureau composé d'un directeur, d'un secrétaire et d'un trésorier. Elle a ensuite la capacité de représenter les voisins devant les autorités, gérer les problèmes, déterminer les carences d'infrastructures (éclairage public...), proposer et exécuter des projets qui bénéficient à tous les voisins. À Valparaíso elles sont au nombre de 205 (cf cartographie).³ Bien qu'institutionnelles, les juntas de vecinos peuvent être englobées sous la grande étiquette de la participation habitante.

Localisation des Juntas de vecinos de Valparaíso⁴



¹ «Pour beaucoup les «juntas de vecinos» peuvent être considérées comme les organisations mères, celles des racines, les autres sont des organisations fonctionnelles.»

² article n°2 du décret n°58 de la loi 19.418 sur les juntas de vecinos. Source : Quebradas de Valparaíso.

³ <http://www.bcn.cl/leyfacil/recurso/juntas-de-vecinos>

⁴ Carte de Valparaíso collaborative <http://mapa.valpo.net/mapa-valparaíso>



Vue plongeante sur le Sitio Eriazo. Source : Marion Perney

Vue de la façade subida Ecuador. Source : Alejandra Beiza Külaman



LE CENTRE CULTUREL AUTO-GÉRÉ : VOISIN PARMIS LES VOISINS, UNE PARTICIPATION INCLUSE

La ville de Valparaíso regorge de centres culturels. La majorité d'entre eux sont créés et tenus par les habitants. Ces lieux proposent au voisinage de nombreux «*talleres*», ateliers de cirque, de sérigraphie, de photo, projections cinéma... organisés par les habitants pour les habitants. Ils sont aussi à l'origine d'actions de nettoyage et de récupération d'espaces publics.

Le statut de ces centres est très différent de celui d'une ONG ou d'une institution. Leur grande différence : ils sont dans le quartier pour un temps indéfini. Parfois même ils sont les lieux de vie de ceux qui les font tourner, comme c'est le cas du Patio Volantin. La position de voisin est ici bien réelle.

« No somos una iglesia, no evangelizamos a la gente para que cuiden su barrio. »

*« On est pas une église, on évangélise pas les habitants pour qu'ils prennent soin de leur quartier »
Chago du centre culturel de Playa Ancha*

Les porteurs de projet n'ont en effet pas à dépenser de l'énergie dans la mobilisation du voisinage, étant eux-mêmes les habitants motivés du quartier.

L'exemple du sitio Erazio illustre comment un centre culturel s'insère progressivement dans un quartier.

Le Sitio Erazio est situé dans le cerro Panteon à l'emplacement d'un ancien immeuble de trois étages désaffecté suite à un incendie et un *terremoto**. Le site s'est progressivement transformé en décharge publique fréquemment squatté par des personnes droguées ou ivres. Dans un premier temps, le site a été nettoyé tandis qu'une tentative de communication et de collaboration avec les anciens occupants a échoué. Il a ensuite fallu gagner la confiance des voisins pour permettre la pérennité de la *toma* (occupation illégale de terrain). Pour ce, des règles strictes quant aux horaires d'usage du lieu ont été établies. Différents ateliers artistiques, de théâtre, de cirque ont été mis en place et se basent sur un système de troc. Les installations précaires du site ont fait place à une structure construite et dessinée en collaboration avec une école d'architecture suédoise et une peinture murale a été réalisée pas à pas avec tous les voisins désirant participer. Le lieu accueille de nombreuses activités, projections, concerts, vente de pizzas, et fait désormais partie des modèles de centres culturels auto-gérés à Valparaíso qui a réussi son intégration au voisinage et à la ville. En récupérant un espace abandonné et en lui redonnant vie les acteurs du Sitio Erazio s'inscrivent dans une autre démarche participative où l'habitant peut décider de son niveau d'implication grâce à la démarche incrémentale qui est menée.

* terme chilien désignant un tremblement de terre de plus de 7 sur l'échelle de Richter.



Volontaires du centre communautaire de las Huaitecas devant les locaux en OSB et sous une banderolle indiquant : «centre communautaire las Huaitecas / Personalité juridique 4093 / Maison brûlée... Maison reconstruite». À leur gauche : « pour un traitement digne et une reconstruction maintenant [...] tous nous sommes une force, participe ! » Photo publiée dans 'El Semillero, la voz del Vergel' (la pépinière, la voix du Vergel), journal communautaire écrit et distribué par le centre communautaire de las Huaitecas, édition d'Avril 2015

CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LAS HUAITECAS :
LA MOBILISATION POST-CATASTROPHE, UNE PARTICIPATION RELAIS DES AUTORITÉS

Le 'centro comunitario Huaitecas', situé dans le cerro la Cruz, est né en 2015 suite à l'incendie de 2014 comme «centro de acopio», c'est à dire comme centre de «rassemblement». L'objectif était de récolter des affaires afin de les redistribuer à ceux qui ont tout perdu pendant l'incendie. Au début, ce qui était alors le «comité de solidarité las Huaitecas» avait pour rôle de coordonner les actions consistant à évacuer les décombres de la catastrophe. Puis, des milliers d'étudiants et de jeunes volontaires ont «envahi» les cerros pour apporter leur aide raconte Chito, actuel président du centre communautaire. Face à l'arrivée massive d'aide extérieure, le rôle du comité s'est élargi à une coordination plus globale permettant de recevoir le soutien qui arrivait de façon indépendante et non du gouvernement.

Aujourd'hui le «comité» détient une personnalité juridique qui lui permet d'être reconnu et de recevoir des subventions, passant ainsi au statut de centre communautaire.

Deux ans après l'incendie les volontaires travaillent toujours à la reconstruction humaine et physique du quartier. Ils proposent des initiations au droit donnant les outils aux habitants pour se défendre. Bien que ce ne soit pas un «centre culturel» il propose des activités pour les enfants et réalise des événements de quartier où sont exposés des travaux réalisés par les habitants. Un potager commun a également été construit. D'une certaine façon le centre prend le relais de la junta de vecinos.

Plus qu'une action participative, le centre communautaire de las Huaitecas révèle une mobilisation habitante qui dépasse le stade de la participation.

Les programmes et projets précédents ont en commun d'intégrer l'habitant à un moment donné pendant un temps plus ou moins long dans leur projet. Si ce support habitant dans ces actions de récupération d'espaces justifie leur intégration dans un listing des démarches « participatives » porteñas, qu'en est-il des multiples actions réalisées de façon spontanée ? Peut-on parler de participation habitante lorsqu'un seul ou un groupement d'habitants agissent de façon indépendante sans lien avec une association pour défendre un intérêt personnel qui s'avère aussi toucher à l'intérêt collectif ?

Informations extraites de l'entretien avec Chito, président du centre communautaire de las Huaitecas



INITIATIVES HABITANTES INDÉPENDANTES : LE CAS DE KENT ET CAROLINA.

Si le Pasaje Barbosa faisait partie du Valparaíso classé par l'Unesco, il serait l'endroit où tous les touristes en recherche d'authenticité se prendraient en photo. Pour l'instant, il est la respiration bucolique du cerro Mariposa. Pour le flâneur, il correspond à ces petits trésors, ces recoins de la ville qu'on a envie de garder pour soi et qui motivent la déambulation. Dans ce passage fait de terre crue, de plantes et de coquillages se trouve la maison de Kent et Carolina. Kent, c'est le « *gringo* »¹ de Valparaíso. Connu comme le loup blanc des propriétaires d'hostals pour étudiant, il retape sa maison et d'autres de son quartier transformant ainsi l'espace public qui les entoure.

Après avoir fait des propositions de projets aux professionnels de Quiero mi Barrio lors de réunions de consultations dans le cerro Mariposa, c'est tout seuls qu'ils ont décidé d'entreprendre les travaux, au rythme de leur temps libre et de leurs économies. Sans compter ni sur leurs voisins, ni sur les associations de quartier, ni sur les autorités, leur objectif premier n'était pas de déclencher une forte mobilisation dans le quartier. Pourtant ces actions ont eu un effet boule de neige : tandis qu'un voisin met à disposition ses roses coupées un autre a orné le pas de sa porte de la même façon que Kent et Carolina. D'autres leurs apportent de quoi compléter leur décoration et les enfants viennent donner un coup de main à Kent pour jardiner.

Loin d'être un acte participatif planifié, anticipé, la réhabilitation d'espace public initiée par le couple a permis de déclencher une nouvelle dynamique de quartier. Ils témoignent ainsi que, pour être efficace, l'acte habitant n'a pas nécessairement besoin de structure. Il s'agit d'ailleurs plus ici d'une gestion totale que de participation.

à gauche : vue du Pasaje Barbosa et de la maison de Kent et Carolina

en-dessous : vue plongeante sur le Pasaje Barbosa

Sources : Marion Perney



¹ «gringo» : nom donné aux personnes venant des états-Unis
Informations extraites de l'entretien avec Kent et Carolina

En haut de ma rue, calle Cumming, tous les dimanches à 17h les jongleurs et joueurs de guitares de la place s'arrêtent momentanément et se rangent tranquillement sur les côtés. Une vague de monde arrive, un vendeur de choripanes s'installe, les chiens se posent entre tous les spectateurs, et tout le monde forme un arc de cercle sur les pourtours de la place. Un homme petit à lunettes, loin des stéréotypes des habitués de la place, vient prendre la parole au milieu de l'amphithéâtre sauvage et déclare la Dominguera ouverte. Cela fait maintenant un an que ce rendez-vous hebdomadaire existe. Durant deux heures, chacun peut venir prendre la parole pour raconter une histoire, drôle ou triste, déclamer un poème, jongler, jouer de la musique, faire du théâtre d'improvisation ou alors du clown, seul ou en groupe. Au milieu de la place chaque participant occupe l'espace avant de passer le relais à n'importe quelle autre personne désireuse de s'exprimer. Cette scène ouverte existe depuis maintenant une année, et ne cesse de prendre de l'ampleur. Nombreux touristes ou simples curieux s'y arrêtent. S'y mélangent ainsi différentes populations, spectateurs occasionnels ou habitués, autour de ce spectacle hebdomadaire gratuit, où tous les spectateurs peuvent devenir acteurs. A 19h précises, « l'organisateur » reprend la parole, remercie tout le monde et la foule se disperse. Les jongleurs reprennent leur place et les flâneurs leurs routes.

Durant deux heures c'est un rituel informel qui se déroule sous mes yeux. Aucune règle n'est énoncée comme pour ne pas brider les interventions. Et c'est peut être là que se situe l'unique règle insidieuse : ne pas limiter ; tout le monde a le droit à la parole ; aucun temps maximal ou minimal n'est défini, il revient à chacun de ne pas s'étendre pour laisser du temps aux autres ; chaque personne est applaudie à la fin, personne n'est arrêté ou coupé. Courtoisie et bienveillance définissent l'atmosphère.

Récit personnel d'un dimanche après-midi à la Dominguera.



Un homme raconte une histoire plazuela Descanso pendant la Dominguera.

Source : Pérette Jusforgues

**LA PLAZA DESCANSO : DE L'OCCUPATION À LA RÉCUPÉRATION
QUAND LA PARTICIPATION PREND L'ALLURE D'UN BRAINSTORMING GÉANT IN-FORMEL**

Située dans le cerro pantéon, au pied des cerros touristiques classé par l'UNESCO, la place est connue pour ponctuer le haut de «la rue des bars», la plus bruyante de la ville. Jour et nuit y retentit de la musique.

Sujette à de nombreuses plaintes du voisinage, il lui est reproché de «se convertir à la tombée de la nuit en zone d'alcoolisation libre, commerce de drogues et d'alcool, de musique amplifiée (en live ou non, de toutes sortes), de toilettes publiques à ciel ouvert, d'euphorie collective et dévergondage, du lundi au lundi, jusqu'au lever du jour.» (extrait d'un communiqué de la junta de vecino du quartier). Surveillée par une caméra reliée au poste de police, la place est évacuée deux à trois fois par nuit par les carabiñeros en fonction du nombre de personnes.

Une proposition de clôture de la place a été faite par la mairie et acceptée par la junta de vecinos qui a cependant déclaré que « pour la récupération de lieu [...] elle avait la conviction que l'unique manière de le faire de façon vivable pour tous était à travers de «l'occupation positive». S'en est suivi l'organisation d'activités telles que « le nettoyage communautaire, nettoyage des mosaïques rayées, peinture de superficies, œuvres de théâtres enfantines, présentations de tango, concerts de jazz[...] ».

De l'occupation de la place par la Dominguera est ainsi née l'organisation « formelle » d'activités à destination du voisinage. La considération de la Dominguera non pas comme une forme de squat temporaire informel de l'espace mais comme une expérimentation de l'espace ouvrant le champ des possibles en matière d'usage m'a amené à me poser la question des limites de la qualification d'acte participatif. La pratique de l'espace urbain de par l'usage formel mais surtout informel qu'on lui donne ne serait-il pas une forme de proposition inconsciente d'aménagement de l'espace public ? L'étape de la programmation faisant partie intégrante de la « démarche de fabrication ou d'aménagement d'espaces habités » et la mobilisation et le partage générés par la Dominguera laisseraient donc penser que ce rassemblement hebdomadaire s'inscrit dans un processus d'urbanisme participatif, bien que non reconnu.



Photo prise à la fin d'une Dominguera avec tous les spectateurs et participants

Source : inconnue, page facebook de la Dominguera



Plaza del Descanzo

Source : Marion Perney

Après quelques mois à déambuler dans la ville s'est installée en moi l'impression que Valparaíso résultait d'un collage d'actions participatives. Cependant, de l'examen de ces diverses « participations habitantes », il ressort que celles qui se distinguent le plus de la définition générique sont les plus spontanées, les moins revendiquées. L'absence de cadre ne limite pas alors l'acte habitant et l'absence de durée définie permet un engagement sur tout le temps de projet depuis sa conception jusqu'à sa fin et au delà. (sa pérennisation, son recyclage, sa deuxième vie).

On notera tout de même que certaines actions participatives à durée déterminée se prêtent bien à la pérennisation quand elles intègrent l'appui sur les structures existantes et la rencontre des acteurs pérennes qui peuvent alors s'emparer des décisions qui les concernent directement et, peut-être, permettre la démocratisation de l'urbanisme.

L'expression « participation habitante », devenue générique, serait alors à distinguer de la notion « d'engagement citoyen », plus précise dans sa terminologie, plus forte, et sûrement plus politique. Une manière de distinguer un urbanisme édulcoré d'un urbanisme engagé.

LA VIVIE
NUESTRA
NO SON

¡ DESPIERTA
PORTUGA !

16 - CICLO de CINE
INFANTIL

18 - DOCUMENTAL
AGUANTE VALER II

19 - ONCE COMUNITARIA
& CONVERSATORIO

EMPRESARIO INMOBILIARIO

NUESTRAS CASAS

NUESTRA DIGNIDAD

NO SON TU

NEGOCIO

NUNCA MÁS SOLOS
NI CIVILIZADOS

ORGANIZACION

12 de ABRIL



9
NDA
A DIGNIDAD
NEGOCIO

CENTRO COMUNITARIO
LAS HUATECAS

FUERA
CASTRO

Alcalde Zaragoza

77358785

PIZZAS CENTRO
COMUNITARIO LAS HUATECAS
A SOLO
\$600 y 2x LUCA
MIÉRCOLES 6 de JULIO
17:00hrs

II - PARTICIPATION ET RÉCUPÉRATIONS :
DES PRATIQUES POLITIQUES

«Jornada solidaria de trabajo en cerro la Cruz, Valparaíso.

Recientemente hemos presenciado otro gran incendio que podría haber tenido consecuencias igual o más catastróficas que el episodio vivenciado el pasado 12 de Abril en 7 cerros de Valparaíso. Sabemos que las respuestas desde el Estado, desde las autoridades locales, desde las instituciones que representan estos poderes, están cubiertas de intereses políticos, económicos y personales que terminan capitalizando de alguna o otra forma los efectos de estos sucesos. Es el barrio, la comunidad, el propio pueblo que debe exigir manifestarse como también solidarizar y reconstruirse para empoderarse en las formas de vida que decide encausar. Porque a días de que se cumpla un año del atentado más grande en la historia de Valparaíso, el apoyo mutuo y la solidaridad deben seguir siendo las bases para volver a construir los cimientos de la vida en los cerros.[...]»

Página precedente :

photo de l'entrée du centre communautaire de las Huaitecas.

inscriptions :

«La vivienda y nuestra dignidad no son negocio» :

«L'habitat et notre dignité ne sont pas un commerce»

«Despierta porteño/a» :

«réveille-toi porteño/a»

«Fuera Castro» :

«Dehors Castro» (ancien maire de Valparaíso)

«Journée solidaire de travail dans le cerro la Cruz, Valparaíso.

Récemment nous avons fait face à un autre grand incendie qui aurait pu avoir des conséquences égales ou plus catastrophiques que l'épisode du 12 Avril dernier dans 7 cerros de Valparaíso. Nous savons que les réponses de l'état, des autorités locales, des institutions que représentent ces pouvoirs, sont couvertes d'intérêts politiques, économiques et personnels qui finissent par capitaliser d'une forme ou d'une autre les effets de ces événements. C'est le quartier, la communauté, le propre peuple qui doit exiger et se manifester et aussi se solidariser et se reconstruire pour prendre le pouvoir à travers les formes de vie qu'il décide de créer. Parce que à quelques jours de l'anniversaire de l'attentat le plus grand de Valparaíso, le soutien mutuel et la solidarité doivent continuer d'être les bases pour reconstruire le ciment de la vie dans les cerros.[...]»

Sur les murs en OSB du centre communautaire de las Huaitecas, slogans et revendications anti-politiques s'imposent face aux annonces de ventes de pizzas. Avec le précédent appel à mobilisation, ils révèlent les conséquences de l'incendie : entre perversions économiques et politiques et ras-le-bol institutionnel, l'engagement politique citoyen prend sa place dans les actions de récupération d'espaces publics. Il s'agira dans cette deuxième partie de voir comment les interventions habitantes dans l'espace public qui servent un marketing urbain et rejettent l'institutionnalisation pour permettre aux habitants une réappropriation symbolique et politique de la ville.

Appel à une journée de solidarité de travail du centre culturel las Huaitecas dans le cerro la Cruz paru dans une vidéo publiée sur la page facebook du centre.



1/ LA RÉCUPÉRATION, UNE NOUVELLE FORME DE MARKETING URBAIN

Récupération d'espaces publics et participation habitante font souvent l'objet d'une approbation collective bien pensante. La lecture rapide et facile de ces deux éléments dans l'esthétique de Valparaíso forgent l'image d'une ville vivante et dynamique en perpétuelle évolution. Une forme urbaine organique et une esthétique de l'appropriation qui complaisent les attentes des touristes d'Amérique du Sud qui privilégient généralement les grands espaces naturels aux milieux urbains. Nombreux sont ceux qui s'y sont arrêtés pendant plusieurs mois voire années la tête pleine de projets en apparence faciles à mettre en place. Les nombreuses initiatives habitantes génèrent un paysage à échelle humaine ponctué de petites interventions qui démarquent Valparaíso d'une grande ville. Limités par les ressources physiques et matérielles des habitants, les aménagements urbains sont aussi limités par la topographie de la ville qui donne aux quartiers une image de « cerro-village », loin de l'agitation que peut connaître sa voisine Santiago.

Ces éléments réunis font de Valparaíso une ville à part entière dans le paysage des villes nouvelles sud-américaines, et donc attrayante à l'échelle nationale et internationale.

QUAND L'ÉCONOMIE DE MOYENS SERT L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE: L'HABITANT, L'UNESCO, LE TOURISTE : UN TRIPTYQUE FRUCTUEUX

En 2003, trois quartiers de la ville sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.¹ Jusque là les multiples couleurs de la ville résultaient d'éléments auto-construits. En vieillissant, les tôles recouvrant les maisons changeaient de couleur, et chaque maison évoluant au rythme de son vieillissement venait compléter une composition générale aux couleurs variées.

Face à l'engouement touristique devant ce florilège de couleurs jusque là plutôt pâles, la ville a connu une accentuation de cet effet « patchwork ». Les couleurs de façades se sont faites de plus en plus vives et les *murales* ont colonisé les pignons d'immeubles et devantures de magasins et de garages. Cette extrapolation d'éléments vernaculaires constitue aujourd'hui les marqueurs identitaires visuels de la ville sur un plan touristique. Il n'est pas une série de cartes postales dans les kiosques de souvenirs où les couleurs ne soient pas saturées afin d'accentuer l'idée d'une ville multicolore et festive. On peut d'ailleurs noter que les bâtiments aux couleurs les plus vives sont en général situés dans les quartiers les plus touristiques et hébergent restaurants, hôtels, cafés et magasins de souvenirs, pour beaucoup gérés par des étrangers.

¹ site web UNESCO : <http://whc.unesco.org/fr/list/959/>

Ce développement esthétique de la ville à des fins commerciales a été pleinement assimilé dans les opérations urbaines. Aujourd'hui, graffitis, peintures et mosaïques colorées sont des techniques très fréquemment employées par les habitants et les centres culturels dans la récupération d'espaces. Peu coûteux ils permettent un changement rapide d'image et d'esthétique mettant en valeur le quartier. L'accumulation de ce type d'interventions au sein d'un même quartier augmente ainsi son potentiel touristique. L'exemple le plus probant de cette muséification de la ville est le « *museo a cielo abierto* », situé stratégiquement en dessous du musée de la Sebastiana (ancienne maison de Pablo Neruda), l'un des points touristiques les plus importants de la ville. Le cerro Bellavista où se situe le *museo a cielo abierto* est un des cerros à la plus forte concentration de *murales*. Mais ces peintures murales ont la particularité de toutes posséder un petit cartel indiquant le nom, l'auteur et la date de réalisation de l'œuvre. Cette mise en scène d'un art de rue qui s'est développé à la fois dans un objectif contestataire et par la montée du mouvement hip-hop au Chili questionne les réelles motivations de la réalisation de graffitis. Entre revendication, plaisir personnel artistique, action philanthrope à destination du voisinage ou recherche de reconnaissance internationale et stimulation de l'activité touristique, la question de la place du graffeur dans la ville fait partie de débats qui peuvent s'exporter dans d'autres villes du monde. Cette ambiguïté a fait l'objet d'un article dans le Monde Diplomatique sur « *L'art de rue entre subversion et récupération* » :



«C'est le « paradoxe du street art : l'oeuvre a beau dénoncer l'em-bourgeoisement, elle sert de prétexte aux promoteurs immobiliers pour vanter le « potentiel » d'une parcelle idéalement située près de la rivière de la Spree. Blu a tranché, équipé d'une grue, il recouvre l'image d'une couche de peinture noire en 2014 ».¹

¹Le monde diplomatique_Septembre 2016_ « L'art de rue entre subversion et récupération » ; « Enchanter la vulgaire réalité ».

RÉCUPÉRATION ET MARKETING: UN DUO GAGNANT-GAGNANT?

Les plus grands graffeurs du monde comme Blu refusent donc l'utilisation de leurs graffs à des fins commerciales.

Pourtant, à Valparaíso, l'utilisation des murales à des fins commerciales et politiques semble poussée à son paroxysme notamment par le festival Valparaíso en Colores précédemment décrit. «*No sólo de arte vive el hombre*»¹, rappelle le slogan de l'organisation. Pour mémoire, la réalisation de neuf grandes murales dans un quartier ouvrier a été financée par la multinationale Big Time qui réutilisera les productions à des fins marketing pour son packaging. L'inauguration est réalisée par l'ancien maire qui, dans une institutionnalisation toujours plus croissante de l'art de rue a prêté les échafaudages nécessaires à la réalisation des murales. Grâce à ses partenaires de grande influence, l'opération a pu bénéficier d'une médiatisation à grande échelle.

Ce coût de communication a donc permis de diffuser l'action de récupération du quartier à très large échelle et de lui donner une visibilité médiatique mais aussi physique dans la ville. Visible de loin, l'œuvre fait signal dans la ville et attire les personnes étrangères jusqu'au quartier. Une fois sur place c'est un autre point de vue sur Valparaíso qui est mis en valeur, un point de vue opposé à celui des quartier hyper-touristiques classés par l'UNESCO. La réalisation de murales dans ce quartier géographiquement situé à l'opposé du centre touristique permet de dé-focaliser le regard sur la partie classée par l'UNESCO ou encore la zone du *Museo a cielo abierto* (musée à ciel ouvert). Il donne un intérêt touristique à ce lieu résidentiel à l'écart des circuits traditionnels. De plus grâce à son nouveau potentiel touristique, le quartier fait désormais partie d'un circuit qui permet de découvrir les œuvres murales majeures de Valparaíso, « la nueva ruta del mural porteño ». Les city-tours sur la thématique des murales et de leurs histoires ont en effet proliférés. Souvent organisés par des associations comme « *Balparaíso el lado B* » ou alors par les graffeurs eux-mêmes, ils immergent encore plus le touriste dans une forme de « tourisme alternatif » proche de l'habitant. L'exploitation par d'autres à des fins touristiques n'est pas un effet spécifiquement recherché par l'organisateur Horacio, bien que celle-ci ne la dérange pas. Cette utilisation de l'action à des fins marketing et commerciales semble presque constituer en soit un levier de récupération. En révélant à un très large public le potentiel de la *población Zenteno*, le lieu est mis en valeur aux yeux de ses propres habitants multipliant ainsi la motivation des habitants pour prendre soin de leur espace public et eux-mêmes exploiter ces ressources. En maîtrisant les récupérations politiques économiques et autres il semblerait alors possible d'anticiper les répercussions afin de les mettre au profit des objectifs initiaux de récupération.

¹L'homme ne vit pas seulement d'art.



Inauguration des murales avec tous les acteurs du projet.
 Source : Valparaíso en Colores

LA GENTRIFICATION : LE PARADOXE FINAL D'UNE RÉAPPROPRIATION HABITANTE COMMERCIALISÉE

À plus long terme la valorisation et la publicité faites autour d'un quartier mènent à une gentrification du lieu. Ce phénomène qui suit la rénovation d'un quartier est classique. Le sujet a d'ailleurs été traité de nombreuses fois à Valparaíso suite à la nomination des quartiers en question ayant été classés par l'UNESCO . Loyers exorbitants, pressions immobilières et absence de commerces de proximité du quotidien ont en effet obligés les habitants « pré-UNESCO » à laisser leurs places à de nombreux d'hôtels, restaurants et autres commerces de souvenirs. Mais un autre phénomène plus spécifique à la ville de Valparaíso est celui de la transformation de grandes maisons en hostals accueillants à l'année des étudiants, principalement étrangers, et qui l'été triple leurs prix pour remplacer les étudiants par des touristes. La location temporaire à des étrangers est ainsi devenue une nouvelle motivation de récupération d'espaces publics et de réhabilitation de maisons.

Ces nouveaux locataires temporaires satisfaits de trouver des prix réduits par rapport à leurs référentiels de leurs pays d'origine entraînent une augmentation des prix excluant de plus en plus le public chilien. Peu nombreux sont les étudiants qui privilégient les tours à ces types d'habitations. Ces maisons partagées en plus de proposer un mode de vie en communauté avec une moyenne de huit chambres, cultivent cette esthétique du fait-maison bricolé et recyclé souvent en adéquation avec des envies de vie alternatives différentes des expériences connues dans le pays d'origine. Cette gentrification pose particulièrement problème dans un pays où l'accès à la propriété est la préoccupation principale d'une population vivant dans des conditions précaires.

L'immersion dans l'univers du monde participatif m'a semblé très facile à Valparaíso. Cependant cet engouement des étudiants étrangers pour cette fabrication habitante de la ville commence à susciter quelques agacements. Des agacements qui m'ont mené à me poser la question de l'impact qu'à l'implication de cette population temporaire dans la production et l'appropriation postérieure des habitants de long-terme. Ce questionnement ne fut que passer tant les projets portés par les centres culturels permettaient cette flexibilité numérique de participants. Le voyageur curieux devient alors une ressource humaine servant de soutien temporaire, une main d'œuvre, et le déclencheur d'échanges sources d'éventuelles améliorations ou alors juste de valorisation et de diffusion de projet locaux. Cette souplesse de participation sert une fois de plus la ville-laboratoire à échelle 1.

La participation habitante générée par la récupération d'espaces publics est donc à double tranchant tant elle devient l'argument de vente des stratégies d'auto-promotion de la ville. Les habitants après avoir récolté les fruits de leur mobilisation payent la rançon de leur succès. Un succès médiatisé et «officialisé» par les institutions qui pose la question des nuisances générées par l'institutionnalisation d'actions habitantes.

Prendre rendez-vous pour discuter relevait presque de l'absurde. Au mieux, « tu passes pendant un événement, sinon tu frappes, tu rentres et on échange autour d'un « tecito ». Mais le mieux, c'est quand même que tu te rendes compte par toi-même. » Mes mails, messages et coups de téléphone ont fait s'esquisser de nombreux sourires sur les visages de mes interlocuteurs. À la fois déconcertés et amusés par toutes mes formalités, ils se prenaient au jeu, endossant un rôle en décalage avec leur façon d'être quotidienne. Et puis très vite, il fallait bouger de la chaise, montrer, que je prenne en photo, laissant les formalités autour de la table où refroidissaient nos thés. C'est ainsi que se déroulaient mes rencontres avec les habitants ou les centres communautaires et culturels. Avec Chago il n'était d'ailleurs même pas question de me délivrer un historique complet et de me servir ses convictions sur un plateau. « Samedi matin on nettoie le site. Viens nous aider, tu verras comment ça se passe. On discutera les mains dans les poubelles ça sera plus sympa. » La preuve par l'informel a ainsi été une porte d'entrée importante dans les fragments de participation qui ont ponctué mon séjour.

Et puis il y a eu ce rendez-vous début 2016 avec Quiero mi Barrio.

«-Quand pourriez-vous la recevoir ?

- En 2017 ? ». explosion de rire générale. Sauf pour moi bien entendu, restée bien sagement de l'autre côté du mur, porte ouverte, tandis que la secrétaire allait consulter les architectes. Ce premier malaise a été amplifié par l'étrange satisfaction de mon interlocuteur lorsque, dès le début de l'entretien, mon enregistreur tombe en panne. Le rendez-vous se déroule autour d'une grande table dans une salle blanche. Un cadre mettant peu en confiance et aussi normé que le discours servi.

Impressions d'entretiens.

2/ L'INSTITUTIONNALISATION : UN FREIN À L'ENGAGEMENT

«No queremos que se nos vengán meter la junta de vecino acá, no queremos político metio acá político partivista dentro de nuestro sistema.»

«Nous en voulions pas qu'ils viennent nous mettre la junta de vecinos ici, nous ne voulions pas de politique ici, de parti politique dans notre système.» Chito

Dans « La Production de l'espace », Henri Lefebvre différencie « l'espace approprié » de « l'espace dominé », décrit comme un « espace transformé par une technique et une pratique précises associées au pouvoir politique ». Il souligne également que ces deux notions ne sont pas fondamentalement opposées. Pourtant, dans le cas de Valparaiso « l'espace dominé » est difficilement approprié.

De l'action la plus formelle et professionnelle à l'action la plus informelle et habitante, l'engagement est croissant. Dans un article sur le travail de Lefebvre, Jean-Yves Martin identifie les représentations de l'espace comme « liées aux rapports de production, à « l'ordre » qu'ils imposent et par là, à des connaissances, à des signes, à des codes, à des relations « frontales ». C'est donc l'espace conçu, celui des savants : des planificateurs, des urbanistes, des technocrates « découpeurs » et « agenceurs », de certains artistes proches de la scientificité, identifiant le vécu et le perçu au conçu. C'est « l'espace dominant dans une société ». ¹

Cette représentation de l'espace s'applique à des espaces déjà construits, mais elle se joue dès l'étape de construction.

Il semble en effet que l'institutionnalisation d'une action augmente la difficulté d'implication habitante. La mesure objective de cet engagement s'est faite dans mes rencontres à travers deux critères : le nombre de participants et le temps personnel investi.

Le premier a pour but de se rendre compte de l'impact de l'action sur le quartier, échelle urbaine la plus directement impactée par l'aménagement d'un espace public. Le nombre de participants dépendra fortement de la publicité faite autour de l'action.

Le deuxième, plus difficile à évaluer est en lien avec le nombre d'étapes à franchir avant la concrétisation du projet et de son temps d'appropriation. L'investissement habitant ne peut tout de même être complètement dénué de critères subjectifs. Cette subjectivité réside dans les rapports humains entre les différents acteurs. La liberté d'échange variera fortement en fonction de la posture et du costume endossés par chacune des parties.

¹Une géographie critique de l'espace du quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre, Jean-Yves Martin

TEMPS POLITIQUES ET TEMPS DU PROJET

Lors de l'analyse des différents projets participatifs de récupération d'espaces publics, il a déjà pu être constaté le temps très limité des actions gérées par l'État. Cette restriction temporelle correspond non seulement à des impératifs prévisionnels de budget, de ressources humaines et autres, mais surtout à des temps politiques : ceux des élections. Comme partout ailleurs, un projet, pour valoriser son initiateur doit faire ses preuves sous la gouvernance de ce dernier afin qu'il puisse envisager une réélection. L'alternance politique étant importante, la gestion de la municipalité de Valparaíso a suscité une discontinuité des projets urbains. Cette durée restreinte a souvent limité le temps d'appropriation d'un programme par les habitants. Dans cette course au projet valorisable, il est plus difficile d'adapter le temps d'intervention à la réalité du terrain. Dans une recherche de rentabilité temporelle il est donc plus difficile d'intégrer des membres non professionnels dans les phases de réalisation et de projection, limitant de fait la réelle implication des habitants dans le projet. Cette intégration habitante est donc considérée comme limitée par les dirigeants qui, à une auto-promotion par l'action menée sur le terrain, privilégient une abondante production de livres, journaux mensuels... Véritables faire-valoir du programme, ces objets publicitaires chers à la fabrication sont rédigés et distribués, avec un arrière goût de propagande, par les autorités sans l'intervention d'habitants. Ces discontinuités politiques ont donc une incidence sur les temps d'interventions souvent en corrélation avec le temps d'un mandat mais ont aussi une incidence sur le développement et la continuité des actions menées.

« Que lo que hacemos en Chile ? Todos los años ententamos subsidios nuevos, es impresionante . Tu te metes a la pagina de MINVU y una persona normal que quiere postular a un subsidio no sabe que hacer ! Con 20 subsidios no se cual me corresponde a mi, no tengo ni idea ! ».

« Qu'est-ce que nous faisons au Chili ? Chaque année nous tentons de nouveaux dispositifs, c'est impressionnant. Tu vas sur la page du MINVU (ministère du logement et de l'urbanisme ndlr), et une personne normale qui souhaite postuler à une aide ne sait quoi faire ! Avec vingt programmes d'aides différents, je ne sais pas lequel me correspond, je n'en ai aucune idée ! » soulève Andrea Pino.

« Las políticas no son continuas de gobierno a gobierno. Las políticas se reinventan en todos los gobiernos. Entonces para el terremoto de 2010, no teníamos política de gestión de desastre. Pero tuvimos un tipo de subsidio. Un subsidio que fué efectivo en la reconstrucción que logro mitigar logro generar obras de mitigación a escala urbana, y luego en el incendio de 2014 no se aplican los mismos subsidios. Se inventan 4 subsidios nuevos. Siendo que ya sabíamos que los otros habían funcionados y habían funcionados bien ! »

«Les politiques ne sont pas continues de gouvernement à gouvernement. Les politiques sont réinventées dans tous les gouvernements. Ainsi, pour le tremblement de terre de 2010, nous n'avions pas de politique de gestion de désastre. Mais nous avions un type d'aides. Un subsidio qui a été efficace pour la reconstruction, qui a réussi à mitiger, qui a réussi à générer des batimement de mitigación à échelle urbaine, et, après l'incendie de 2014, les mêmes subsidios ne sont pas appliqués. Quatre nouveaux subsidios ont été inventés. Sachant que nous savions que les autres avaient fonctionnés, et avaient même bien fonctionnés !»
continue Andréa Pino.

Par soucis d'image et de « crédibilité » les actions entamées ou réalisées par le gouvernement ou la municipalité précédents ne sont ni poursuivis ni utilisés comme base dans le but d'une amélioration. Se génère alors un mille-feuilles de solutions qui perd l'habitant qui a pourtant déjà fourni l'effort de se renseigner. Cette confusion érige donc une nouvelle barrière entre habitant et solutions institutionnelles.

DES OUTILS PEU POPULAIRES :

DES FORMALITÉS QUI FREINENT LA SPONTANÉITÉ

« Tu no puedes esperar que la gente entra en la pagina del MINVU. Es que ellos te dicen « en la pagina esta todo », pero a la gente se le quemo la casa, tu no puedes esperar que tienen un computador, y si ellos tuvieran uno no va a encontrar, porque hay más de treinta subsidios ! Y la gente quedo con la duda, con la duda eterna. »

«Tu ne peux pas attendre des gens qu'ils aillent sur la page web du MINVU (ministère de l'habitat et de l'urbanisme). Eux ils te disent «sur le page il y a tout», mais les maisons des gens ont brûlé, tu ne peux pas attendre qu'ils aient un ordinateur, et si ils en avaient un, il ne trouverait pas, parce qu'il y a plus de 30 subsidios! Et les gens restent dans le doute, le doute total.» extrait d'entretien avec Andréa Pino.

Dans un but de centralisation d'informations et d'exposition des projets, internet est souvent le moyen de communication de prédilection pour rendre publics des projets. Cette vitrine virtuelle est censée faciliter l'accès aux complexités administratives. Choisir internet comme moyen de communication prédominant dans une ville où un quart de la population n'a pas accès à internet chez elle revient à exclure ces populations précaires de ces programmes, qui paradoxalement leurs sont principalement destinés. Ce défaut de communication a été le plus marquant à la suite de l'incendie d'Avril 2014. Les aides mises en place pour aider les populations visées n'ont été transmises que via le biais d'internet. Or pour ces populations ayant tout perdu à ce moment là il était impossible d'accéder aux aides.

Habituellement les associations de cerros communiquent avec des affiches placardées dans les endroits les plus passants. Sans électricité ni internet, ce moyen de communication économique permet de toucher la plus grande partie de la population. Un simple aller-retour au panneau qui se situe à proximité permet de compléter une information en cas d'oubli.

« Entonces, definitivamente el medio de comunicación es clave para que la gente se involucre.»

« Le moyen de communication est donc clé pour que les gens s'impliquent.»

En utilisant des outils de diffusion déconnectés des réalités habitantes, il est difficile pour l'état de répondre aux besoins de la population.

RÉALITÉS DES POLITIQUES ET RÉALITÉS HABITANTES.

Au Chili, les partis politiques, de droite ou de gauche, sont menés par les familles les plus riches du pays :

« Ajena de la realidad. Ajena tu problema ajena de lo que pasa, no saben cuanto cuesta vivir en Chile, porque ellos viven con sueldos exorbitante ! Entonces yo creo que no es la politica si no que los partidos politicos en Chile es el gran problema. Son los mismos.»

« Détachés de la réalité. Détachés de tes problèmes, détachés de ce qu'il se passe, ils ne savent pas combien ça coûte de vivre au Chili, parce qu'ils vivent avec des revenus exorbitants. Je pense donc que ce n'est pas la politique mais les partis politiques le grand problème au Chili. Ce sont les mêmes. »

Ce gouffre de richesse entre les dirigeants millionnaires et les populations censées bénéficier d'aides de l'État discrédite la classe politique pouvant apparaître comme non qualifiée pour répondre aux besoins des populations les plus précaires.

INSTITUTIONNALISATION ET HIÉRARCHIE

Dans le cas de programmes à l'initiative de grandes organisations ou de l'État, des systèmes de gestion complexes sont mis en place. Le nombre d'intermédiaires est augmenté rallongeant ainsi les prises de décision. Il existe alors autant de risques de blocages que d'intermédiaires. Le système pyramidale induit par l'institutionnalisation rallonge donc les prises de décision. Il est alors plus difficile pour les personnes sur le terrain d'être réactives et efficaces. De même, la dépendance à une autorité supérieure dévalorise les prises d'initiatives habitantes situées en bas de la pyramide. Dans le cas de *Quiero mi barrio*, le programme se situe comme un intermédiaire de plus entre les *juntas de vecinos*, la municipalité et l'État, dans un objectif d'efficacité dû à la proximité avec le terrain. Cependant les architectes et sociologues du programme situés sur le terrain ne peuvent décider d'un budget ou d'une action sans l'aval de la municipalité et du ministère. Cet intermédiaire supplémentaire ne résout ainsi pas le problème de décideurs éloignés de la réalité du terrain. Il s'agit ici plus de la volonté créer une strate de conseillers et d'exécuteurs que d'une réelle délégation de pouvoir. Quand on est au bout de la chaîne, il est plus difficile de s'impliquer et de se responsabiliser sans avoir la main mise sur ses propres actions.

La démobilisation impliquée par la hiérarchie décisionnelle imposée par les grandes organisations se retrouve dans de plus petites institutions de quartier.

«Yo soy critico [del sistema] que no nos representa pero para poder seguir trabajando, optar al terreno, optar a otra gestión teníamos que legalisarnos.[...] El presidente? No, no hay, somos todos iguales no hay jefe, estamos todos participando. Cuando entremos en el sistema y que aparece el presidente que yo mismo entraba en la casa se generaba distancia.» Chito, centro comunitario las Huaitecas.

*«Je suis critique [du système] qui nous représente, mais pour pouvoir continuer de travailler, prétendre au terrain, prétendre à une autre gestion, nous devons rentrer dans le cadre législatif. [...] Le président ? Non, non il n'y en a pas, nous sommes tous égaux il n'y a pas de chef. Quand nous sommes rentrés dans le système et, qu'en tant que président, je rentrais dans la maison se générait une distance.»
Chito, président du centre communautaire de las Huaitecas.*

L'exemple de Chito reflète les tensions et les frustrations que peut générer la nomination d'un représentant légal. Si l'on ajoute que ce représentant est souvent reconduit dans ses fonctions, il peut se transformer en leader. Le risque pris par la création d'un chef est de limiter l'implication personnelle de chacun. Les décisions et responsabilités lui sont en effet délaissées en cas de conflit, augmentant la non-représentativité lors de la prise de décisions.

Durant mon enquête j'ai moi-même pu expérimenter ces rapports de force. Mon statut d'étudiante, entre celui du professionnel, du spécialiste et celui du néophyte a permis l'absence de rapports de force avec mes interlocuteurs. Face aux professionnels de la ville, mes connaissances déjà acquises m'ont permis de se retrouver autour d'un langage commun et technique. Aux côtés des habitants l'image de l'apprentie a primé. S'est alors développée une forme de camaraderie autour de la situation d'apprentissage dans laquelle nous nous situons. Au final, ma position fut relativement neutre entre habitants et institutions. Mais cette permutation entre une posture savante et une posture plus candide m'a permis de lire les différences de considération que chacun accorde à son interlocuteur en fonction de ce statut. Une forme de hiérarchie implicite s'installe ainsi entre les acteurs.

Au Chili, la profession d'architecte est socialement bien perçue. Les architectes et les médecins sont globalement les professions les plus « respectées » par la population. Cette élévation de l'architecte dans l'imaginaire collectif constitue un frein à l'établissement de rapports horizontaux. L'architecte, considéré comme « celui qui sait » ne sera que

très peu remis en cause lorsqu'il fera face à des non-professionnels. Cette considération bloque un véritable échange et rend difficile la considération de l'habitant comme le véritable expert de son territoire. La parole habitante est alors peu reconnue par les habitants eux-mêmes et incite à laisser l'architecte agir et prendre les décisions de la même manière qu'un médecin prescrirait une ordonnance. Cette hiérarchie dans les rapports entre professionnels du territoire et habitants limite donc elle aussi l'investissement des habitants lorsqu'une action de récupération est gérée et initiée par des professionnels. A contrario, il arrive également que l'architecte soit perçu comme un élément extérieur issu d'un autre milieu (social et géographique) tout comme les classes politiques. Le décalage ressenti par les habitants entre leur réalité et cet élément exogène à leur territoire freine leur implication. L'intervention paraît aussi étrangère au quartier que l'architecte.

Dans les structures plus « informelles » fondées et gérées en interne au quartier, l'implication de chacun en tant qu'habitant et non en tant que professionnel permet une horizontalité plus importante. Les ressources de chacun liées aux formations individuelles sont alors employées comme des ressources, des outils mis à disposition de la communauté. Les savoirs-faire sont valorisés et considérés avec la même importance.

L'institutionnalisation d'actions participatives est donc souvent génératrice de barrières temporelle, culturelle et relationnelle limitant la part habitante dans le projet.

3/ LA RÉCUPÉRATION UNE PRATIQUE POLITIQUE

La juxtaposition des termes récupération et politique aurait plutôt tendance à évoquer l'opportunisme de dirigeants politiques. Elle prend cependant une autre signification lorsqu'elle s'applique aux espaces publics chiliens.

"El descontento se hace visible, se exterioriza, el malestar aflora a la superficie. El resultado inmediato es la recuperación de los espacios públicos. Se toman las plazas, convirtiéndolas en fortines de ciudadanía" (Roitman, 2011, p. 5). En este sentido, la ocupación del espacio público desde el año 2011 en adelante constituye la negación de un modelo de ciudad caracterizado por una ciudadanía pasiva sometida a lógicas de consumo y su reemplazo por el ejercicio de una ciudadanía activa y crítica (Benski et al, 2013; Roitman, 2012). Y si bien el uso político del espacio público ha sido una forma de acción colectiva propia del repertorio de los movimientos sociales contemporáneos (Benski et al, 2013; Tarrow, 2004) y de la ciudadanía en general (Borja, 2003; Borja y Muxí, 2003; Crawford, 1995; Delgado, 2007), lo importante es destacar que las manifestaciones actuales rebaten los postulados de crisis o muerte del espacio público como espacio de expresión ciudadana, postulados que marcaron de forma importante la discusión sobre espacio público y ciudadanía en décadas anteriores» (Crawford, 1995).

« Le mécontentement se fait visible, s'extériorise, le mal-être affleure à la superficie. Le résultat immédiat est la récupération des espaces publics. Les places sont occupées et converties en forteresses de citoyenneté. (Roitman, 2011, p. 5) Dans ce sens, l'occupation de l'espace public depuis l'année 2011 constitue la négation d'un modèle de ville caractérisé par une citoyenneté passive, soumise à des logiques de consommation et remplacée par une citoyenneté active et critique (Benski et al, 2013; Roitman, 2012). Si l'usage politique de l'espace public a été une forme d'action collective propre au répertoire des mouvements sociaux contemporains, (Benski et al, 2013; Tarrow, 2004), et de la citoyenneté en général (Borja, 2003; Borja y Muxí, 2003; Crawford, 1995; Delgado, 2007), l'important est de souligner que les manifestations actuelles contestent les postulats de crise ou de mort de l'espace public comme espace d'expression citoyenne, postulats qui ont marqué de façon importante la discussion sur l'espace public et la citoyenneté des dernières décennies (Crawford, 1995).»

Roberto Fernandez, *El espacio público en disputa: Manifestaciones políticas, ciudad y ciudadanía en el Chile actual,*

RETOUR SUR DÉFINITIONS

L'expression « recuperación de espacios publicos » au Chili telle qu'elle est employée de façon administrative est assimilable à la « réhabilitation d'espaces publics » en France. Plus proche ici d'une idée de recyclage, son étymologie latine « recuperare », (« recuperar » en espagnol), y ajoute une notion d'appartenance : « reprendre, rentrer en possession de ». Appliqué à l'espace public, l'acte de récupération prend ainsi une dimension politique en impliquant deux notions, celles du public et de la possession. Cedric Terzi et Stéphane Tonnelat affirment que l'« Espace public désigne improprement la qualité de ce qui est ouvert (*Öffentlichkeit*) tant dans les débats que dans les espaces urbains. »(Dicopart). Dans nos sociétés actuelles, l'adjectif « public » rapporte également à ce qui est géré par l'État. Mais quand le « public » reporte à l'État et l'État à une dictature, la définition de l'espace public comme espace « ouvert » appartenant à tous se heurte à un mur.

« On utilise le mot récupération pour parler de ce que nous avons perdu pendant la dictature ». Karen.

Après la *Quema del Juda* plaza Waddington dans le cerro Playa Ancha, Avril 2016, Karen, m'explique l'importance des espaces publics pendant la dictature. Ils étaient des lieux de regroupement où l'on rencontrait ses voisins, on discutait. Ils étaient donc des lieux où l'on pouvait contester le pouvoir, des espaces où le gouvernement de Pinochet ne pouvait pas contrôler ce qu'il s'y disait. « *Alors, petit à petit, ils ont volontairement laissé ces espaces à l'abandon. Ils se sont dégradés jusqu'à devenir dangereux.* »

De 1973 à 1989 le Chili est dirigé par le régime militaire d'Augusto Pinochet. Chago et Karen, fondateurs du centre culturel de Playa Ancha ont connu la dictature et la répression. Tous deux engagés politiquement tentent aujourd'hui, accompagnés de leurs voisins, de s'emparer à nouveau de cet espace public dont ils ont longtemps été privés par la dictature. Avec le centre culturel ils sont aujourd'hui à l'origine de nombreuses actions de récupérations d'espaces publics et d'événements sur les places et dans les rues du cerro Playa Ancha. Le centre culturel, bien qu'issu d'une toma, cristallise une mobilisation citoyenne importante. Le lieu est alors reconnu par tous les habitants et les autorités. Durant dix ans le centre a même acquis une certaine reconnaissance et a désormais de l'influence dans la sphère artistique et participative porteña. Ce rôle majeur est notamment né de la création de ce qui aujourd'hui fait partie des événements clés de la ville, le « Carnaval de los Mil Tambores ».



CARNAVAL DE LOS MIL TAMBORES. En haut : Cuerpos pintados (corps peints).
En bas : «pour une assemblée constituante, construite pour le peuple et non pour les entreprises et politiques voleurs !!!». Source : Pétette Jusforgues

Un carnaval populaire qui s'empare des rues de Valparaíso le premier week-end d'Octobre. Si aujourd'hui les dérivés de ce carnaval surnommé par certains « los mil burrachos » peuvent effacer la portée symbolique de l'événement, le simple succès du carnaval et la présence massive des habitants dans l'espace public peuvent tout de même être perçus comme une reconquête de ce bien public. Aujourd'hui l'une des missions que s'est fixées le centre culturel est la récupération du Parque Violetta Parrat. Il fut facile de s'unir à cette action, au simple titre « d'habitante terrestre » défini par Chago, me rendant responsable au même titre que les voisins de cet espace public naturel. Un statut qui pousse le caractère « public » du lieu à son maximum.

Dans la « Revista de urbanismo » de janvier 2014, le département d'urbanisme de l'Universidad de Chile se penche sur la question de l'espace public sous la dictature et de la signification de ces lieux pour le pouvoir politique. L'objectif de cet article est de comprendre le caractère des interventions de la dictature sur les espaces publics, lieux depuis lesquels est émis le discours politique. Le régime militaire y laissa en effet des traces de son projet idéologique et politique, notamment à travers une appropriation matérielle et idéologique d'espaces à usage public. Cet accaparement est notamment passé par l'attribution de nouveaux noms aux lieux.

« El espacio público, tanto el material como el simbólico siempre ha sido el lugar de la política, es decir, de la expresión de la opinión política más allá de la decisión administrativa, tarea propia del Estado. Es en esos lugares, disputados, negados o reinventados, que las ideas fueron debatidas durante los años del régimen de facto en Chile. »

« L'espace public, tant le matériel que le symbolique a toujours été le lieu de la politique, c'est à dire, de l'expression de l'opinion politique au-delà de la décision administrative, tâche propre à l'État. C'est dans ces lieux, disputés, refusés ou réinventés, que les idées ont fait débat durant les années du régime de facto au Chili. »¹

La récupération des espaces publics porteños constitue alors un réel enjeu politique de par leur symbolique historique mais aussi de par la mythologie spatiale qu'ils évoquent, celle de l'agora grecque.

Un statut pose la question de savoir si ces espaces ne sont pas plus des enjeux que des ressources spatiales.

¹ Robinson Silva H ; Intervención política en el espacio público: marco conceptual para el estudio de la dictadura militar chilena (1973-1989); Revistas electronicas Uach
http://mingaonline.uach.cl/scielo.php?pid=S0718-17952013000100006&script=s-ci_arttext

AUJOURD'HUI : VERS UNE NOUVELLE EXPROPRIATION HABITANTE DE L'ESPACE PUBLIC ?

Si la récupération comme acte politique fait écho à l'histoire, elle vient également s'inscrire dans un contexte politique et économique actuel.

Dans un des pays les plus néolibéraux du monde où le privé règne sur les politiques publiques, l'avenir du public et donc de l'espace public est plus qu'incertain. Réinvestir la rue, la place, faire vivre les petits commerces et les commerces ambulants et redonner de la valeur à ces espaces, c'est aussi s'engager contre le modèle économique et social proliférant au Chili : le *mall*. Directement emprunté du mot américain signifiant centre-commercial, il en emprunte également tous les codes et habitudes culturels qui y sont liés, et devient le lieu de promenade dominicale pour beaucoup de familles chiliennes. La « rue publique », expression à l'allure pléonastique en opposition à la « rue privée » des énormes centres commerciaux, est ainsi une alternative économique et sociétale à ces modèles venus d'Amérique du Nord colonisant le Chili et ses voisins.

La valeur ajoutée de l'espace public par un processus de récupération relève donc d'un engagement citoyen. Révéler le potentiel des espaces, leur trouver de nouveaux usages et jouir de cette liberté d'action, c'est résister face à la privatisation de la ville, privatisation symbolisée aujourd'hui dans le plan par le projet du Mall Plaza et du terminal portuaire. Un projet fortement controversé et politisé, où une fois de plus se pose la question de l'intérêt public dans la vente de terrains municipaux à de grandes entreprises privées pour un prix d'or. L'espace public actuel porterait alors de la publicité. Difficile en effet de parler de publicité de l'espace quand sa gestion est sujette à de multiples scandales de corruption.

Ces affaires de corruption qui jettent un grand flou sur la gestion des espaces publics participent à une forme de dépossession de la population de ses espaces. La récupération prend alors toute sa dimension politique dans les logiques économiques et politiques du développement urbain qui ont tendance à exclure l'intérêt public des prises de décisions. La récupération devient même une ligne politique dans le cas de Jorge Sharp nouveau maire de Valparaíso élu en Novembre 2016 qui avait pour slogan de campagne :

« Con las manos limpias, recuperemos Valparaíso »
« Avec les mains propres nous récupérerons Valparaíso ».

La dépossession politique des espaces publics par un système économique est de plus facilitée par une sous-évaluation de

leur potentiel et de leur symbolique via des outils législatifs. L'urbaniste et directeur de l'ONG « Ciudad Vida » souligne dans un article de la revue de l'Institut d'études urbaines et territoriales la maigreur et l'incomplétude de la définition de l'espace public dans la *Ordenanza General de Urbanismo y Construcción* qui le réduit à « un bien national d'usage public, destiné à la circulation et aux loisirs entre autres. ». L'auteur rappelle également que « la qualité d'un espace public peut par dessus tout être évaluée par l'intensité et la qualité des relations sociales qu'il facilite, par sa force de mixité des groupes, des comportements, et par sa capacité à stimuler une identification symbolique, l'expression, et l'intégration culturelle. »

La récupération d'espaces publics et la participation habitante n'ont donc pas que des enjeux spatiaux, mais aussi commerciaux, institutionnels et politiques. Construire soi-même l'espace public en cherchant le moins de lien avec les institutions met à nu une forme d'ingérence municipale et étatique. L'augmentation des pratiques participatives dans la fabrication de la ville révèle donc une remise en cause croissante du modèle actuel et tend à montrer les futurs outils de fabrication de la ville désirée par les habitants.





III - (RÉ) GÉNÉRATION PORTEÑA

Qu'elle soit utilisée à des fins marketing, politiques, sociales ou esthétique, l'intégration habitante dans les politiques urbaines d'aménagement et son intensification marque en soit un début de changement dans les manières de faire la ville à Valparaiso. Dans un système jusque là privatisé à l'extrême et géré par les grandes fortunes, cela implique une profonde reconsidération des rôles de chacun. La récupération d'espaces publics par les habitants est effectivement un acte politique qui s'oppose aux modèles néo-libéraux existants. Ce changement d'outils de fabrication urbaine révèle une volonté de changement plus profond dans la société chilienne actuelle.

1/RÉCUPÉRATION URBAINE ET PARTICIPATION HABITANTE : DES MO- DÈLES GÉNÉRATIONNELS

PORTRAIT D'UNE JEUNESSE CHILIENNE

«¡ Y va a caer, y va a caer, la educación de Pinochet !»

«Et elle va tomber, et elle va tomber, l'éducation de Pinochet !»

Après plusieurs rencontres et découvertes dans les centres culturels et communautaires, un élément m'intrigue : la jeunesse de mes interlocuteurs. Ayant entre 20 et 35 ans, ils ne sont pas des participants passifs. Forts de dynamisme et de convictions, ce sont eux qui sont à l'origine de la création de ces lieux culturels. À travers chaque événement, chaque action de récupération réunissant un nombre croissant d'habitants, ils leur donnent de plus en plus de poids en multipliant les actions sur le terrain et les événements permettant aux centres de s'auto-financer. Cette présence importante de la jeunesse s'explique dans un premier temps par le pourcentage élevé de jeunes de moins de trente ans vivant à Valparaíso (42% en 2015)¹. Avec beaucoup des universités chiliennes situées à Valparaíso et ses environs, la ville concentre une forte population étudiante. Mais l'implication de nombreux jeunes dans des structures autogérées et autofinancées s'explique surtout par l'engagement politique croissant des étudiants. De cette forte concentration estudiantine émergent des mouvements de contestation de grande ampleur contre le système éducatif chilien et contre le système économique de façon plus générale. Depuis 2011 le Chili connaît de grandes mobilisations étudiantes se traduisant par un nombre important de manifestations et de grèves. Mon premier contact avec l'université de la Santa Maria a en effet commencé avec une grève des étudiants d'une durée de trois mois. Ces mobilisations ont commencé dès 2006 avec la « révolte des pingouins », appellation qui fait écho à l'uniforme porté par les lycéens. Mais les manifestations dénonçant le coût exorbitant et la médiocrité des études ont été canalisées par le gouvernement social-démocrate de Michelle Bachelet. En 2010, les affrontements entre le mouvement étudiant et le gouvernement sont plus brutaux. En effet, à la frustration générée par « la révolte des pingouins » s'ajoute l'arrivée au pouvoir de la droite avec le président Sebastián Piñera du parti politique « Renovation nationale ». Son élection met fin à vingt ans d'un gouvernement de centre-gauche, et donc marque le retour de la droite au pouvoir depuis la fin de la dictature de Pinochet. « *Sebastian Piñera, frère d'un des ministres les plus néo-libéraux de Pinochet, n'a pas arrangé ses affaires en nommant comme ministre de l'Éducation le responsable d'une grande université privée (liée à l'Opus Dei).* » peut-on lire

¹Chiffre de la bibliothèque nationale du Chili
http://reportescomunales.bcn.cl/2015/index.php/Valpara%C3%ADso#Poblaci.C3.B3n_por_grupos_de_edad_2002_y_2015

dans un article du journal Mediapart publié fin 2011. Les étudiants scandent alors dans les rues de Santiago et Valparaíso leur volonté de « mettre fin à l'éducation de Pinochet » et instaurer un enseignement « démocratique, gratuit, laïque, égalitaire et de qualité »

« Quand le gouvernement nous a dit que l'éducation ne pouvait pas être gratuite parce que le Chili n'avait pas les ressources nécessaires, nous avons proposé de nationaliser complètement l'industrie du cuivre (la principale ressource du pays). On nous a répondu que la Constitution de 1980 interdisait l'intervention de l'État dans l'économie. Changeons donc la Constitution ! »
déclare Fabian, membre de la Fech (Federación de estudiantes de la Universidad de Chile), dans des propos rapportés par Mediapart.¹

Les revendications ont ainsi au fur et à mesure dépassé le cadre de l'éducation pour se faire plus critiques envers un système politique et économique qui n'a pas réellement été repensé depuis la dictature. Parmi les régimes dictatoriaux d'Amérique du Sud, le régime militaire de Pinochet au Chili est celui qui de par sa longue durée a le plus modifié les institutions chiliennes. « *Quand Augusto Pinochet s'est effacé en 1990, il a laissé derrière lui un héritage politico-économique aussi enraciné qu'un plan de semence de Monsanto.* » continue l'article de Mediapart.

Cette lutte contre les restes de la dictature se retrouve donc dans les systèmes de gestion et les actions menées par les centres-culturels d'aujourd'hui. Les ateliers culturels décrits précédemment et leur gestion économique sont des réponses visant à prendre le contre-pied de la privatisation à outrance prônée par le néo-libéralisme. Au patio Volantin, lieu connu de tous les jeunes porteños, a même été créée « *La Cuenca News* », journal autogéré distribué gratuitement dans le cerro San Juan de Dios. L'édition d'un journal indépendant prend d'autant plus de sens au Chili là où les médias écrits les plus populaires d'aujourd'hui, El Mercurio et La Estrella sont des journaux ayant soutenu le coup d'Etat de Pinochet en 1971. Le système de troc mis en place pour le « paiement des ateliers » permet de plus de développer une économie parallèle n'ayant pas pour but de réaliser des bénéfices, mais juste de subvenir aux besoins d'entretien du lieu et de la Junta de Vecinos.

Mi-mars 2016, une onzaine d'associations, ONG, et porteurs de projets se sont réunis au Sitio Erazio dans un « *Rassemblement d'organisations sociales communautaires ayant pour objectif de continuer de développer un travail collaboratif, se connaître, former des canaux de communication et commencer à s'organiser ensemble.* Cette

¹Chili : ce n'est pas une révolte d'étudiants c'est une révolution, Mediapart, 2 Décembre 2011 par Thomas Cantaloube ; <https://www.mediapart.fr/journal/international/161111/chili-ce-nest-pas-une-revolte-detudiants-cest-une-revolution?onglet=full>

²description officielle de l'événement sur la page Facebook des organisateurs, le collectif Revolucionarte

rencontre fait suite à une première rencontre qui a servi de présentation. ». ¹ Durant deux heures et demie, chacun a pu présenter son projet, sa démarche et ses outils. Cette présentation s'est ensuite poursuivie d'un échange où les associations les plus anciennes comme celles du Sitio Eriazo ont pu partager leurs expériences et donner des conseils aux plus récentes comme le centre culturel Wencahuin basé à Viña del Mar (ville voisine de Valparaíso) réalisant des opérations de récupérations urbaines d'anciennes décharges. L'échange porte alors principalement sur les règles à respecter lors de la réalisation de tomas afin de gagner la confiance et le soutien du voisinage. Le débat se politise de plus en plus au fil de la conversation. Le sujet passe des stratégies à mettre en place vis à vis de la municipalité dans des actes de récupérations à la question de l'éducation et du TTIP (*Traité de libre échange du Pacifique, équivalent au TAFTA de l'Atlantique*). Tout le monde semble s'accorder à dire que le TTIP risque de réduire l'accès facile à la culture et de l'uniformiser, une préoccupation importante pour cette génération qui s'éduque aussi via internet. Cependant pour les plus expérimentés de l'assemblée il semble important de ne pas mêler ces histoires politiques aux centres culturels et communautaires. Le risque est en effet d'effrayer une partie des participants ne souhaitant pas s'engager politiquement ou se ranger derrière ces nouveaux idéaux. Par « ces habitants pouvant prendre peur », ce sont les personnes plus âgées qui sont visées.

« No conocimos la dictadura. No tenemos Miedo como los abuelos. Somos más libres entonces, nos tenemos las mismas restricciones. Entonces no actamos igual. »

« Nous n'avons pas connu la dictature. On a pas peur comme les personnes âgées. On est plus libres donc, on a pas les mêmes contraintes. Du coup, on agit pas de la même façon. »

réponse de la fondatrice de Revolucionarte à la question « pourquoi n'y avait-il que des jeunes ce soir ? »

Cette réponse remet le facteur générationnel au centre de la question de la participation habitante au Chili. La jeune génération chilienne ne porte pas tout le poids du passé politique et historique que portent les autres générations. Il est donc plus facile pour ces générations de se détacher, de critiquer et de remettre en cause le gouvernement et le système chilien. A cette « formule participative » autogérée correspond donc une génération qui, grâce au temps et aux nouveaux canaux de communication, a pu se forger sa propre posture politique. Cette prise de liberté est aussi liée à un sentiment marqué d'une jeunesse « que no tiene nada que perder », qui n'a rien à perdre avec un taux de chômage de 16,3% chez les moins de 24 ans en 2011. ³

³ <http://www.oecd-ilibrary.org/>

Ces centres culturels ont la particularité de réunir une population jeune et deviennent les nouveaux lieux de réunion de quartier là où les juntas de vecinos sont de plus en plus désertées, notamment par les jeunes.

DES JUNTAS DE VECINOS DÉSUETS ?

Les juntas de vecinos sont nées au milieu du XXe siècle, formalisant des comités de quartier pré-existants. C'est à cette date que la majorité d'entre elles ont vu le jour. Pour être fondée, une Junta de vecinos nécessite à Valparaíso les signatures de deux-cents habitants. La majeure partie des fondateurs des juntas de vecinos sont donc aujourd'hui décédés ou d'un âge avancé. Le non-renouvellement des bureaux amplifie de plus l'essoufflement de ces organisations de quartier. Le dynamisme des habitants ayant amené à leurs créations ont difficilement perduré dans le temps, et ne permettent pas aujourd'hui de rassembler toutes les générations. Outre la non représentativité de bureaux du troisième âge, la politisation de ces organisations pendant la dictature freine le rattachement de certains habitants à leurs juntas de vecinos. Cet abandon des juntas de vecinos par les voisins s'exprime par un grand manque de confiance : une enquête de l'ONG *Junto al Barrio* révèle que seulement 30,2% des voisins avec lesquels ils ont travaillé disent avoir « *algo de confianza* » (quelque chose de confiance) dans sa junta de vecinos, tandis que seulement 17,6% disent avoir « *bastante confianza* » (plutôt confiance) et 46,2% prétendent n'avoir « *nada de confianza* » (aucune confiance). Aujourd'hui, il est surtout reproché à ces juntas de vecinos leur alignement fréquent avec le pouvoir servant les intérêts de ses dirigeants et non de l'ensemble de la population : « *Van dondó se calienta el sol* »¹ leur reproche-t-on.

Un alignement politique qui de toute évidence n'est pas en adéquation avec les revendications de la jeunesse porteña.

Juntas de vecinos et centres culturels ne touchent donc pas les mêmes publics.

UNE GÉNÉRATION PLUS ÂGÉE QUI N'A PLUS LES MOYENS DE S'INVESTIR.

L'engagement est décroissant en fonction de l'âge. Une perte due à un passé plus difficile, une certaine lassitude, des ressources physiques moindres mais aussi à des lacunes de connaissance. Le programme Geropolis² a mis en place des cours d'éducation civique et d'urbanisme social à destination des personnes âgées afin de redonner à cette génération les outils pour comprendre et pourvoir s'impliquer politiquement.

¹ «Elles vont là où chauffe le soleil»

² Programme d'Appropriation Urbaine du Centre Interdisciplinaire de Développement de la Personne Âgée pour particip *Programa de Apropiación Urbana (PAU) del Centro Interdisciplinario de Desarrollo del Adulto Mayor, Gerópolis UV, <http://adultomayoruv.cl/>*

DES INCOMPRÉHENSIONS GÉNÉRATIONNELLES

Les conflits générationnels sont parfois autres que politiques ou historiques. A travers l'histoire de l'un de ses voisins à la suite de l'incendie de 2014, Chito explique ces clivages par des différences de mœurs. Le sinistre a en effet suscité une vague de solidarité au sein de la population. Nombre d'étudiants ont ainsi mis de côté l'université pendant deux semaines pour venir en aide aux populations les plus touchées. Un petit groupe d'étudiants a ainsi aidé ce voisin plutôt âgé à nettoyer son terrain des décombres de sa maison afin de pouvoir reconstruire et repartir. Ravi de l'aide qui lui a été apporté, ce dernier a préparé un repas pour tous, un beau repas avec de la viande. Mais ce repas tous ne l'ont pas accepté, suscitant l'étonnement et l'incompréhension totale de ce voisin, vexé. La raison de ce refus est simple : le jeune en question était *vegan**.

Ce genre d'anecdotes sont multiples et traduisent des différences de préoccupations générationnelles particulièrement marquées au Chili. Un grand écart particulièrement lisible à Valparaíso entre une vieille femme chilienne conservatrice et une jeunesse plus débridée, fortement influencée par les Etats-Unis et un nombre croissant d'étudiants étrangers dans la ville. Une jeunesse chilienne qui marque une rupture avec la génération de leurs parents qui portent encore les interdits de la dictature insufflés par leurs grands-parents.

« Para mi el cambio es la transformacion de una a cosa a otra, si no se produce eso es solamente una reforma. Esta vision es la mia y no la de la organizacion. Ellos [los jovenes] empiezan a ver lo. Ellos han leido mas que nuestro padre o nosotros mismos, saben mas, tienen mas cuestioness, y creo que toda esta experiencia de que como que han engañado a toda esta generacion asi que por eso que no participan. Aquí se consede de ayudar a los vecinos, de hacer actividades, de cosas culturales, ellos si participan los jovenes. Si hay que manifestarse ellos tambien estan alli como apoyando, entienden estas cosas.»

«Pour moi, le changement est la transformation d'une chose eb une autre, si cela ne se produit pas, c'est seulement une réforme. Cette vision est la mienne, pas celle de l'organisation. Eux [les jeunes] commencent à le voir. Ils ont lu plus que nos pères ou que nous-mêmes, ils savent plus, ils ont plus de questions et je crois que toute cette expérience de comment ils ont arnaqué cette génération. C'est pour ça qu'ils ne participent pas. Ici, ils ont concédé à aider les voisins, à faire des activités, des choses culturelles, oui ils participent les jeunes. Si il faut faire une manifestation ils sont là aussi pour aider, ils comprennent ces choses là» Chito.



«Pour les jeunes de demain, je lutte encore aujourd'hui» Santiago, Marcha para la Educacion Publica y Gratuita - Chile - 08/2015
Source : Fanchon Oudjani

Par cette nuance entre transformation et réforme, Chito met à jour ce qui selon lui explique l'absence de jeunes dans les juntas de vecinos et les organisations autogérées. Le modèle de la junta de vecinos ne pourrait alors accompagner un réel changement, de même que les organisations institutionnelles gérées par une tranche « intermédiaire » ayant entre 35 et 50 ans.

« No me voy a olvidar de la juventud, creo que nunca, ni en un año nuevo había abrazado tanta gente, esos abrazos los tengo marcados en mi corazón... »

«Je n'oublierai pas la jeunesse, je crois que jamais, ni même à un nouvel an je n'ai embrassé tant de gens, ces embrassades je les garderai dans mon cœur à jamais»

Témoignage de Ximena Garrido dans « El semillero n°2 La voz del Vergel », d'octobre 2014 (journal communautaire). Après l'incendie, sa famille a accueilli les jeunes venus aider en masse leurs voisins qui avaient perdu leurs maisons, en transformant leur salon en cantine de quartier.

À chaque génération semble correspondre une structure permettant la récupération d'espaces publics et la participation habitante. Ces clivages générationnels et institutionnels dessinent les prémices d'une réelle transformation de l'organisation habitante de chaque quartier. Une transition qui aujourd'hui est marquée par une influence croissante des centres culturels et communautaires autogérés face à un déclin notable des juntas de vecinos qui devraient pourtant être l'interlocuteur privilégié de la municipalité. Ce pouvoir croissant naît d'une plus grande mobilisation de la communauté dans les centres culturels, le nombre faisant la force face aux autorités.

Cette passation de pouvoir entre deux organisations et deux générations laisse ainsi entrevoir un renouveau des pratiques et des rassemblements habitants.

2/ AUTOGESTION LIBERTAIRE ET NÉOLIBÉRALISME URBAIN : VERS UNE AUTRE PRIVATISATION DE LA VILLE

La volonté d'un changement profond des institutions existantes se traduit à Valparaíso par la naissance de plusieurs centres culturels autogérés (Sitio Erazio, Patio Volantin, Revolucionarte, centro cultural Wencahuin...). Littéralement l'auto-gestion signifie gestion par soi-même, sous-entendant l'inutilité d'une autorité supérieure dirigeante et affirmant l'aptitude des hommes à pouvoir s'auto-gérer. Cette idée peut sembler radicale car elle réfute la nécessité d'un intermédiaire entre soi et la prise de décision et par là, elle remet en cause la démocratie représentative. Les centres culturels autogérés sont donc des entités à part qui cherchent à se distinguer du système décisionnel et du système économique ultra néolibéral dont le pouvoir dépend.

LES CRITIQUES D'UNE GESTION NÉOLIBÉRALE DE LA VILLE

La pénétration des dogmes néolibéraux dans la gestion urbaine de Valparaíso a pris forme à travers de grands projets de tours d'habitations et de centres commerciaux (Mall Plaza). Ces projets initiés par des investisseurs privés sont facilités par la ville qui a délivré en nombre des permis de construire qui dérogent aux règles de hauteurs imposées par le règlement de planification urbaine.

« El Pacto Urbano La Matriz, declara que considera imprescindible que se den a conocer a la ciudadanía cuáles han sido los proyectos que fueron adjudicados sin contar con los permisos de construcción respectivos. Así como también aquellos que se gestionaron de manera negligente y que se encuentran paralizados. »

«El Pacto Urbano La Matriz, declare qu'il considère essentiel que les citoyens soient au courant de quels ont été les projets qui ont été validés sans permis de construire, mais aussi lesquels ont été gérés de manière négligente et se trouvent paralysés.»

Communiqué du Pacto Urbano La Matrix, Novembre 2016

«Te invité yo vivir aquí ?», Cartographie collective critique de Valparaíso, gérée par CRAC Valparaíso.

«La réponse cynique résume l'attitude de divers gestionnaires du gouvernement qui ont transformé la ville au rythme des bénéfices privés, financiers et spéculateurs, liés principalement aux intérêts du holding portuaires et du commerce du tourisme. Ce «Valparaíso pour les autres» prend sens dans l'imposition des modèles de vie basés sur un grand pouvoir de consommation pour certains, et la précarité du travail pour la majorité. La vie dans les quartiers populaires s'est vue perturber par un processus de gentrification générée par la spéculation immobilière, l'expulsion de voisins et la privatisation d'espaces publics privilégiant ainsi le profil d'une ville construite pour le visiteur éventuel.» <http://www.cracvalparaiso.org/?p=2749>

Aujourd'hui de nombreux permis de construire autorisant la construction de tours d'habitations suspendus menacent la ville comme une épée de Damoclès au dessus de la tête des habitants du cerro Placeres, l'un des plus marqué par ce qui est considéré comme des « verrues » par les habitants. De par la formation de la ville en amphithéâtre, il est difficile pour un « méga-projet » de passer inaperçu. On peut généraliser ce phénomène à une standardisation et une homogénéisation de la ville aux moyens de recettes dictées par le monde de la finance et du commerce afin d'attirer des populations « désirées » : cadres supérieurs, étudiants, « créatifs », touristes... La montée en puissance du secteur financier dans la production de l'urbain creuse ainsi l'écart entre élites politiques locales et les habitants. Cette distanciation est accompagnée d'une perte de confiance de la société chilienne dans ses politiques pour beaucoup impliqués dans des affaires de corruption. Selon l'Organisation pour la Transparence Internationale, le Chili a obtenu 70 points sur 100 sur l'indice de perception de la corruption du secteur public du pays¹. Ce manque de confiance généralisé est également lié à une impression d'uniformisation de la politique et d'un manque de distinction entre les différents partis politiques. Le centre-droit et le centre-gauche ont tout deux, depuis la fin de la dictature, mené une politique néo-libérale basée sur les théories de Friedman et de ses Chicago boys. « *El capitalismo neoliberal ha arrinconado a la democracia en el mundo entero. La alta abstención es uno de los síntomas.* » « *Le capitalisme néolibéral a acculé la démocratie dans le monde entier. Le fort taux d'abstention est l'un des symptômes.* » rappelle le journal en ligne *el desconcierto*². Aux dernières élections présidentielles de 2014, les chiliens ont élu Michelle Bachelet avec 59% d'abstention tandis que les récentes élections municipales n'ont mobilisé que 35% du pays. Longs temps d'inaction, corruption et détournements de fonds sont donc les principales motivations du développement d'organisations autogérées.

Cette recherche d'indépendance s'explique aussi par tous les problèmes précédemment énoncés liés à l'institutionnalisation et aux récupérations politiques de l'Etat.

L'AUTOGESTION, UNE RÉPONSE DISSIDENTE

C'est donc dans ce paysage politique et économique qu'émergent à Valparaíso de nombreuses structures autogérées, désireuses de développer un modèle de fabrique urbaine en opposition à une gestion de la ville financée et gérée par des richesses privées. Les structures autogérées de Valparaíso se présentent alors comme des alternatives aux modes d'organisation, de décision, de financement et d'éducation révélant

¹ <http://www.datosmacro.com/estado/indice-percepcion-corrupcion/chile>

² <http://www.eldesconcierto.cl/debates-y-combates/2016/11/06/presidentiales-2017-la-matriz-para-chile/>

un précédent dessaisissement de la population de ces thématiques.
Cette autonomie est clairement revendiquée par le Patio Volantin :

« Proponemos y practicamos una cultura alternativa a la imperante mediante la gestión colectiva y autónoma. »

« Nous proposons et pratiquons une culture alternative à celle dominante par le biais d'une gestion collective et autonome »

Cette émancipation est synonyme de liberté comme l'explique les jeunes de Revolucionarte :

« Nous nous autofinancions. Moi je suis boulanger alors on fait dûpain, des pizzas, qu'on vend ensuite lors d'événement pour nous permettre d'avoir des fonds. Le reste ce sont nos propres sous. Au début on avait essayé de postuler pour des bourses du gouvernement. Mais ces aides vont aux organismes plus gros qui ont déjà fait leurs preuves comme le Sitio Erazio ou le Patio Volantin. Du coup on a du se débrouiller par nous mêmes. Et aujourd'hui on aime cette indépendance, on dépend de personne, on fait ce qu'on veut. »

Une indépendance forcée dans un premier temps qui permet aujourd'hui à la future ONG de pouvoir s'engager politiquement sans être influencée par les partis politiques déjà existants. C'est dans une même volonté d'éviter l'intrusion de candidats appartenant à des partis politiques que le centre communautaire de la Huaiteca a voulu s'émanciper de la junta de vecinos.

L'autogestion développée dans les centres communautaires ou

« Mientras el grupo que dirige un centro comunitario se demuestra no partidista la gente es mas accesible a participar porque no te estan cujando por quien eres. Es a parte. Es lo que es allí : es reunirse, conversar, yo necesito conversar con alguien vamos a tejer el viernes en la tarde vamos a tejer el domingo en la noche y nos tomamos un tecito y vemos una pelicula que uno vecino se consiguio y es eso lo que vale. »

« Tandis que le groupe qui dirige un centre communautaire se démontrera sans parti, les gens seront disposés à participer car ils ne seront pas en train de te demander des comptes pour qui tu es. C'est à part. C'est ce qui est là : se réunir, discuter, j'ai besoin de parler avec quelqu'un, allons coudre vendredi après-midi, allons coudre dimanche soir, buvons un thé, regardons un film qu'un autre voisin s'est procuré. C'est ça qui est important. »

d'autres ONG permet donc de ne pas dépendre des temps politiques auxquels sont soumis les subventions et autres financements. Loins d'être apolitiques par l'engagement idéologique de leurs membres, ces structures sont surtout « *des-partidos* » (sans partis politiques).

CONVERGENCES DE FORMES : DES VISIONS OPPOSÉES QUI UTILISENT LES MÊMES OUTILS

Les actions menées par les associations autogérées ont donc une volonté d'indépendance vis-à-vis de l'Etat. Ce détachement presque total du gouvernement permet à ce dernier de se décharger de certaines responsabilités telles que la culture, la réhabilitation et l'entretien d'espaces publics, d'éducation... : une aubaine pour un système néo-libérale qui prône la privatisation de tous les services et l'intervention minimum du gouvernement.

Paradoxalement, il est donc possible d'identifier certaines convergences entre autogestion libertaire et néo-libéralisme urbain.

Les centres culturels autogérés occupent des lieux en friche situés dans les cerros de Valparaíso. Ces occupations prennent la forme de « *tomas* », c'est à dire d'occupations illégales de terrains. Légalement parlant, la municipalité aurait un droit d'expulsion. L'occupation de ces lieux est donc rendue possible grâce à une municipalité et un gouvernement qui ferment les yeux. Cette tolérance pourrait presque donner l'impression d'une cohabitation pacifique entre les autorités et les acteurs alternatifs de la ville. Cependant les limites de cette « tolérance » résultat d'une ingérence gouvernementale ont déjà été démontrées lors de l'incendie de 2014 pour la thématique de l'habitat. « *Te invite yo a vivir aqui ?* » (*Je t'ai invité moi à venir habiter là ?*), phrase désormais célèbre à Valparaíso, a été la réponse du maire à un habitant dont la maison avait été emportée par les flammes en Avril 2014. Ce « soutien par omission » s'arrête donc là où les responsabilités commencent.

Après les oppositions idéologiques, la grande différence entre l'autogestion et le néolibéralisme urbain réside peut être dans le nombre et l'identité des bénéficiaires des projets, avec d'un côté des projets profitant à une minorité millioinaire et de l'autre des projets bénéficiant à tous ceux désireux de participer.

L'AUTOGESTION, UNE FORME DE PARTICIPATION GÉNÉRATRICE DE « RÉVOLUTIONS MINUSCULES

Avec la multiplication des formes de participation, la frontière entre autogestion et participation se complexifie. *« l'autogestion est aujourd'hui le double alternatif de la participation, évocateur d'un univers idéologique et politique propre et porteur d'un potentiel subversif. Elle inspire cependant une diversité d'expériences, de « révolutions minuscules » qui prennent sens dans le champ des alternatives. »*

Ces formes d'organisation de quartier seraient-elles les prémisses d'une réorganisation plus profonde de la ville ?

3/ D'UN RENOUVELLEMENT SPATIAL À UN RENOUVELLEMENT STRUCTUREL

Si il ne se dégage pas de cette nébuleuse participative porteña une forme d'urbanisme participatif idéal, la pluralité des propositions faites a pour le moins le mérite de requestionner les rôles de chacun dans la fabrique de la ville et de redonner à l'habitant sa qualité d'expert des usages. La valeur ajoutée par l'intégration de l'habitant dans le projet urbain n'est en effet plus à démontrer : appropriation habitante facilitée, développement d'une entre-aide communautaire, amélioration de la qualité de vie, amélioration des échanges politiques/ habitants... Elle ouvre l'actuel triptyque Etat / investisseurs privés / techniciens (architectes, urbanistes...) à un quatuor intégrant l'habitant à la co-construction de la ville. La profusion de pratiques participatives interroge ainsi le rôle de chacun des acteurs déjà établis dans les démarches de construction de la ville.

L'intégration de financeurs privés : le cas de Valparaíso en Colores et Junto al Barrio.

La question du financement est un sujet délicat dans une ville délaissée par les populations les plus aisées au profit de sa voisine Viña del Mar. Avec une industrie en perte de vitesse les ressources financières de la ville peuvent constituer un frein à son développement. L'autogestion ne permettant pas de répondre à des projets de grandes envergures, l'intégration de financeurs privés à des projets habitants apparaît alors comme une solution aux limites budgétaires. Les partenariats entre *Valparaíso en colores* et les multinationales *Bigtime* et *Converse All Stars* et entre *Junto al Barrio* et l'entreprise de construction *Sodimac* et d'autres illustrent ce qui apparaît comme une nécessité pour pouvoir mener un projet à bien. Deux sphères aux intérêts opposés s'interpénètrent, mettant paradoxalement les intérêts de l'un au service de l'autre.



Actuel centre communautaire las huaitecas vue de la rue



intérieur de l'actuel centre communautaire las huaitecas



Maquette du projet choisi et co-conçu avec Géropolis.

L'ARCHITECTE À VALPARAÍSO : DU DÉCIDEUR AU MÉDIATEUR.

L'exemple de la collaboration entre Las Huaitecas/ Quiero mi barrio / Geropolis

La collaboration entre le centre communautaire de las Huaitecas, *Quiero Mi Barrio* et les architectes de Géropolis constitue un véritable exemple de ce à quoi peut mener la reconsidération du rôle de chacun. Cette collaboration n'était pourtant pas préméditée.

Avant l'arrivée de Géropolis dans le cerro la Cruz, le centre communautaire de las Huaitecas et le programme gouvernemental *Quiero mi Barrio* avaient déjà été en contact. Cependant ces échanges complexes se sont terminés sur un échec dû à des difficultés de communications et des divergences d'attentes.

Lors d'études et d'actions menées dans le cerro la Cruz, Geropolis, programme universitaire interdisciplinaire travaillant sur l'accessibilité et l'ouverture de la ville au troisième âge, rentre en contact avec le centre communautaire de las Huaitecas. Les membres de Geropolis ont par la suite servi d'intermédiaire entre las Huaitecas et Quiero mi Barrio. Des ateliers de co-conception ont été montés avec les voisins pour définir les besoins et les usages de la communauté. Trois propositions en maquette ont été faites, et une a été choisie par vote. En accompagnant les habitants, les architectes ont donc réussi à formaliser avec eux leurs attentes permettant la réouverture du dialogue avec Quiero mi Barrio, peu habitué à ce que le projet émane déjà prêt des habitants.

Aujourd'hui Géropolis collabore avec Valparaiso en Colores qui qualifie l'organisation de « *muy profesional para la investigación* » (« très professionnelle pour l'investigation »).

La collaboration entre les architectes de Géropolis, le centre communautaire las Huaitecas et Valparaiso en Colores peut être une piste du futur rôle de l'architecte.

L'intervention d'architectes de Geropolis dans le projet du centre communautaire de la Huaiteca montre l'élargissement de la profession au rôle de médiateur mettant ses outils, en l'occurrence la maquette, outil facilement accessible, au service d'une co-conception. Une co-conception autour d'outils qui de plus servent de moyens de communication entre institutions et habitants. C'est peut-être là que résident les nouveaux enjeux de l'architecte. Loin de faire de l'urbanisme et de l'architecture un domaine d'experts ayant l'exclusivité de la fabrication de la ville, il serait pertinent de diffuser les outils permettant une large appropriation du sujet créant un langage commun entre les acteurs. Une facilitation d'accès à ces thématiques permettrait une réappropriation de la construction de la ville par ceux qui l'habitent. Elle ouvrirait ainsi la porte à un engagement citoyen dépassant les questions spatiales, mais aussi sociales, politiques et environnementales. L'autoconstruction reste ancrée dans les pratiques porteñas pour des raisons aussi bien culturelles qu'économiques et politiques et doit être considérée dans la fabrique de la ville.

Dans une ville où l'autoconstruction a une place importante dans la construction de maisons et où l'urbanisme oscille entre initiatives habitantes dans les cerros et projets standards d'investisseurs privés dans le plan, la place de l'architecte et de l'urbaniste peut sembler restreinte.

Le travail de l'architecte ne peut pour autant se restreindre au simple dessin et à l'analyse physique et visuelle d'un paysage. Le paysage est à prendre au sens large du terme dans tout ce qu'il englobe de social, politique et économique. La prise en compte du contexte ne correspond donc pas uniquement à l'intégration visuelle et structurelle de l'œuvre mais aussi de son processus de création et de construction qui influent sur sa véritable intégration dans le territoire.

Bien que dans le cas de Géropolis, l'architecte accompagné des dynamiques pré-existantes ou des porteurs de projets, il peut avoir un rôle plus engagé et être lui même l'initiateur de changement. L'engagement politique de l'architecte Daniel Morales témoigne de cette ouverture de la profession à Valparaíso. Candidat à la primaire citoyenne et conseiller municipal du maire Jorge Sharpe, ce dernier a développé au sein de son agence des « contre-projets » du Mall Barón et du Terminál 2, mettant ses compétences d'architecte au service de son engagement politique.

Si ces derniers exemples semblent annoncer les prémices d'un renouveau de la pratique architecturale à Valparaíso, ils n'en restent pas moins des cas isolés. Durant mon année d'études j'ai pu percevoir un grand décalage entre l'enseignement de l'architecture à l'université de la Santa María et mes observations faites lors de déambulations et de rencontres. En effet, la majorité des options de projets concernant la ville de Valparaíso se situe dans *el plan* et les *pies de cerros*. L'option de projet proposée aux étudiants étrangers à mon arrivée concernant les parties hautes des cerros fut la première en son genre. Un tel décalage montre tout de même la lenteur de l'adaptation du système aux pratiques réelles.

Ce renouveau de la pratique architecturale accompagne quoiqu'il en soit un renouveau plus profond des structures de gestion de la ville.

DE LA CO-CONSTRUCTION PHYSIQUE À LA CO-CONSTRUCTION POLITIQUE DE LA VILLE

La scène politique actuelle est marquée par l'arrivée de nouvelles figures nées des révoltes étudiantes. S'esquisse alors une régénération d'un paysage politique qui s'essouffie et ne rassemble plus. A Valparaíso plus particulièrement, ce renouvellement est plus clairement en marche depuis l'élection en Novembre 2016 du nouveau

maire Jorge Sharp, un avocat de 31 ans fortement engagé dans les mouvements étudiants. Ce dernier a la particularité de ne pas être issu d'un parti politique. C'est à travers des primaires citoyennes ouvertes à tous et organisées par « El pacto urbano la Matriz¹ » qu'il a été choisi pour se présenter aux élections municipales. El Pacto Urbano La Matriz' est une organisation citoyenne née au début de l'année 2015. Sa création fait suite à « l'auto-convocation » de diverses organisations de quartier et de citoyens dans le but de maintenir un dialogue permettant de mieux s'organiser entre elles. L'urgence de ce rassemblement autour de la transformation et du développement de Valparaíso a été déclenchée suite au grand incendie de Valparaíso. Ces organisations et ces leaders sociaux avaient déjà à leurs actifs plus d'une dizaine d'années de mobilisation autour de causes liées à la défense des intérêts des voisins et de la ville, comme la culture, l'éducation populaire, la protection du territoire et du patrimoine, le travail communautaire autogéré et le développement urbain de la ville. Réunis en une assemblée citoyenne ouverte à la participation de tous ceux qui le désirent, le *Pacto Urbano La Matriz* transformé en plateforme de rencontres entre les organisations et les mouvements de Valparaíso, a décidé en Octobre 2015 que pour de meilleurs résultats quant aux objectifs sociaux et urbains décidés par l'Assemblée il était nécessaire de créer un processus démocratique exemplaire pour que les citoyens porteños organisés puis trouver un représentant qui puisse les mener à gouverner Valparaíso. Ce mouvement est particulièrement connu pour mettre en lumière la relation entre gestion municipale et acteurs de la corruption à propos du développement urbain et plus particulièrement de la construction du terminal 2 du port, la construction de tours dans les cerros, et la construction du Mall Barón, projets jugés comme nuisibles à l'intérêt public. C'est ainsi qu'il a été décidé de créer les premières primaires citoyennes réalisées dans le pays, invitant toutes les organisations et personnes à se présenter comme candidate aux municipales. Quatre « rencontres citoyennes ouvertes » ont été réalisées pour définir le profil du candidat qui défendra le projet de ville qu'ils désirent construire. Des « tables citoyennes de travail » ont été créées pour réaliser ce qui aujourd'hui est le programme du maire Jorge Sharp. De cette manière s'est formé le « *Movimiento Valparaíso Ciudadano* » auquel se sont ajoutés peu à peu les mouvements et partis politiques qui composent aujourd'hui cette plate-forme qui invite les porteños et leurs organisations à faire partie de cette victoire.

« Hemos demostrado que la ciudadanía organizada es la mas capacitada para provocar los grandes cambios que a mediano plazo nos llevarán a la renovación de la política y la conformación de los gobiernos locales verdaderamente democráticos, porque la democracia empieza desde la comuna , desde sus calles sus barrios y su gente. »

¹ «Le pacte urbain la Matriz», la Matriz renvoyant au nom de la partie la plus ancienne de la ville.

«Nous avons démontré que l'organisation citoyenne est la plus capable de provoquer le grands changements qui à moyen terme mèneront à la rénovation de la politique et la formation de gouvernements locaux réellement démocratiques, parce que la démocratie commence depuis la commune, depuis ses rues, ses quartiers et ses gens.»

déclare La Matriz dans un communiqué retraçant le processus des primaires citoyennes et l'arrivée au pouvoir de Jorge Sharpe.

« Queremos recordar que la memoria histórica de Valparaíso y sus antepasados, aquellos que construyeron este puerto con un espíritu republicano, hoy se mantiene en su pueblo y se ha hecho materia viva en esta elección popular. Porque Valparaíso siempre llegó primero con un gesto de generosidad para todo el país. »

«Nous aimerions rappeler que la mémoire historique de Valparaíso et de ses ancêtres, lesquels ont construit le port dans un esprit républicain, aujourd'hui perdure dans son peuple et est devenue une matière vive dans ces élections populaires. Parce que Valparaíso a toujours eu en premier un geste de générosité pour tout le pays.»

Depuis le début de son mandat, les premières actions entreprises par Jorge Sharpe sont massivement relayées par la presse écrite mais également sur les réseaux sociaux par les personnalités engagées dans les centres culturels et communautaires. L'élection d'un maire issu d'une plate-forme réunissant les organisations de quartier est synonyme pour beaucoup d'entre eux de renouveau profond. On peut voir par là une forme d'inversion du système pyramidal où les plus petites unités territoriales ne dépendent plus des grandes comme ce fut le cas avec l'alignement des juntas de vecinos avec gouvernement, mais où la grande institution émerge des petites organisations qui composent aujourd'hui la ville de Valparaíso. Un renversement qui laisserait présupposer de nombreux changements à venir dans la reconnaissance des centres culturels. Cependant il est possible de se poser des questions quant au devenir de l'engagement citoyen des centres culturels et communautaires et d'un éventuel essouffement de ce dernier face à une municipalité allant dans leur sens, comme ce fut le cas à Barcelone avec l'élection d'une mairesse issue du mouvement des Indignés.

L'engagement citoyen dans la ville de Valparaíso n'est donc pas fictif. Il prend ses ancrages dans l'histoire et la culture de la ville et se construit aujourd'hui à l'aide une multitude d'interventions physiques sur l'espace public. L'impact social, politique et esthétique de ces interventions spatiales propulse les actions de récupérations au rang de leviers sociétaux, capables d'engendrer un changement politique de fond.

Ce portrait de la participation habitante à Valparaíso paraîtrait probablement idéalisé aux yeux de nombreux porteños.

Faire le choix de parler de Valparaíso via la récupération d'espaces par les habitants est déjà un parti pris en soi. La lecture de la ville par la participation habitante ne permet qu'une vision alternative. Elle revient à décrire un monde à travers ce qui reste aujourd'hui une minorité. Et pourtant, ces 'exceptions' une fois rassemblées ont montré qu'elles n'étaient pas si anecdotiques et pouvaient proposer un modèle valable pour la grande échelle. Le mal de Valparaíso n'est donc peut-être pas la démobilité de ses habitants, mais plutôt dans l'invisibilité des pratiques participatives, invisibilité qui tend à être dissipée par la nouvelle génération porteña. Alors, peut-être que lorsque je reviendrai à Valparaíso en disant que je travaille sur la récupération d'espaces publics par les habitants, on me dira :

«JAJA, PUCHA ES FÁCIL. MIRA,
¡HAY TANTA WEAS ASÍ EN VALPO!»

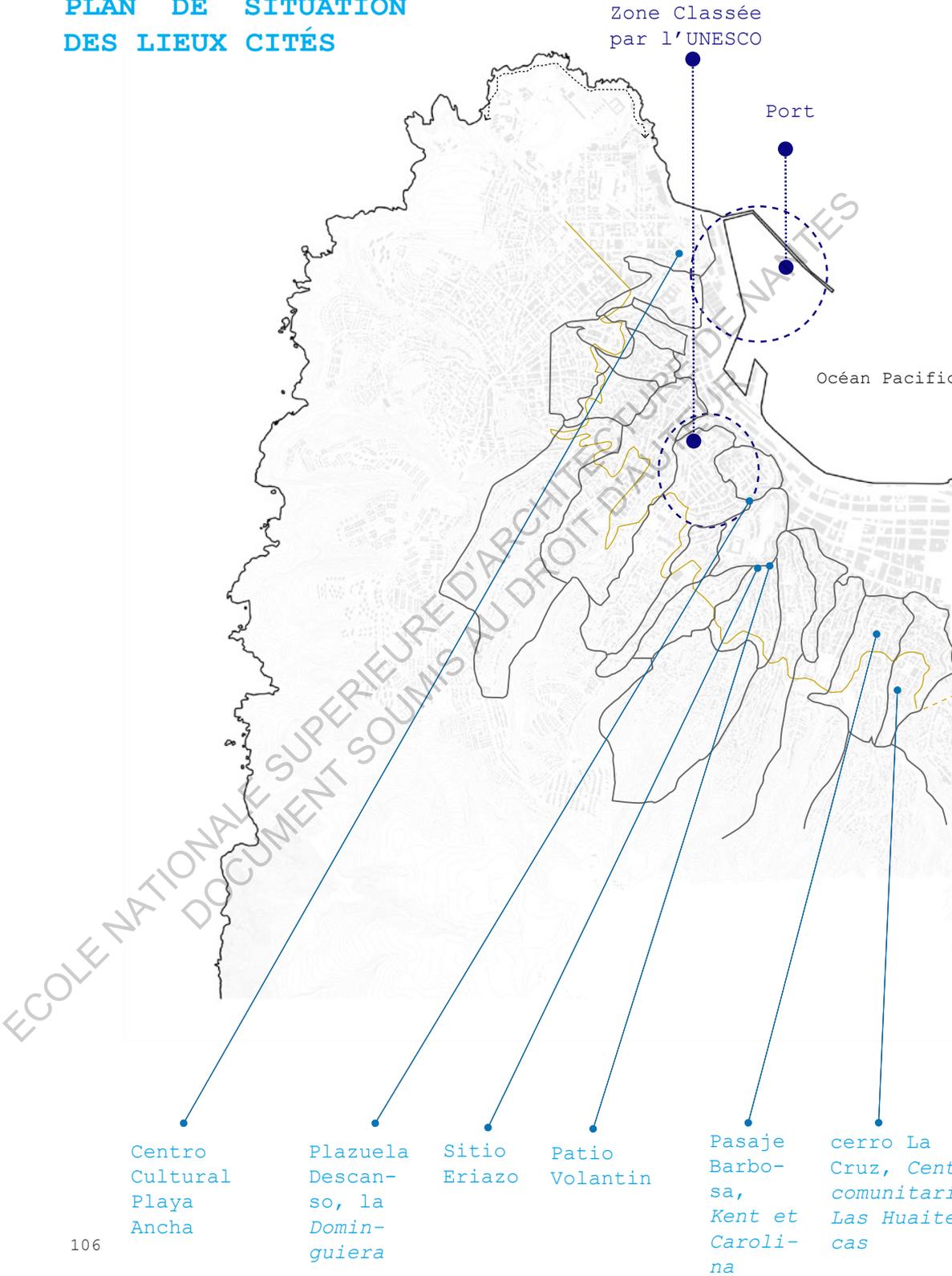
«HAHA C'EST FACILE. ÉCOUTE, IL Y A TEL-
LEMENT DE TRUCS COMME ÇA À VALPO!»

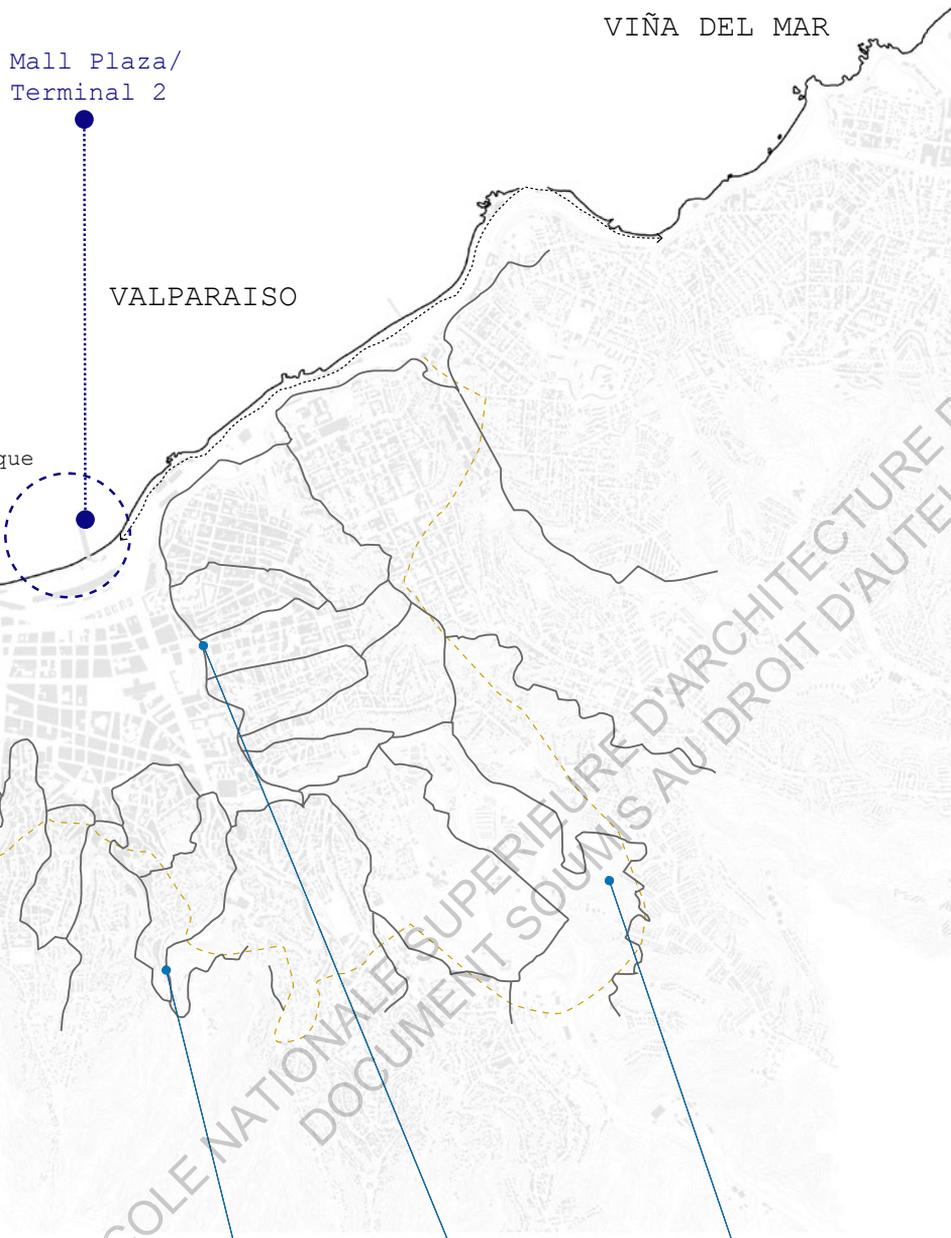
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

EPILOGUE

Retour en France. Ici la question du rôle de l'architecte est au centre des débats : biennale de l'architecture, rencontres post-biennale entre les enseignements « alternatifs » hors les murs, colloques, expositions, conférences. Dans la nébuleuse architecturale nantaise ces préoccupations sont à l'ordre du jour. Et pourtant dans les faits, le paysage participatif nantais me semble bien plus terne que ce qu'il prétend être. Fini les escaliers repeints de mille couleurs par les voisins, les plantations sauvages et les 'tomas' d'espaces vacants. Alors même que les affiches du «grand débat» ornent les rues, l'espace public semble continuer de se développer à l'insu de ses usagers. Mais Valparaíso m'a prouvé que l'empreinte habitante est peut-être là où on ne la voit pas lorsque l'on est soi-même habitant. Peut-être bien qu'ici les traces habitantes sont encore plus imperceptibles et mériteraient un regard frais, étranger pour être révélées et peut-être même idéalisées pour en extraire tout leur potentiel.

PLAN DE SITUATION DES LIEUX CITÉS





VIÑA DEL MAR

Mall Plaza/
Terminal 2

VALPARAISO

que

cerro
Merced

Casona
Quiero mi
Barrio

Población
Zenteno /
Valparaíso
en Colores

Heroés del
Mar / Junto
al Barrio

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES / ESSAIS

Andrea Pino Vásquez, *Quebradas de Valparaíso memoria social autoconstruida*, éditions Lautaro Ojeda Ledesma et Andrea Pino Vásquez, 2012, 256p

Simon et Lucien Kroll, *Ordre et désordres une architecture habitée (textes et dessins)*, tout est paysage 3, Sens et Tonka en partenariat avec la cité de l'architecture et du patrimoine, 2015, 62p

Comité invisible, *À nos amis*, La fabrique éditions, 2014, 242p

Sous la direction de Marie Hélène Contal, *Ré-enchanter le monde, l'architecture et la ville face aux grandes transitions*, manifestô, 2014, 156p

ARTICLES / PUBLICATIONS

El desconcierto, *Presidenciales 2017 : la Matriz para Chile*, 06 Novembre 2016,
<http://www.eldesconcierto.cl/debates-y-combates/2016/11/06/presidenciales-2017-la-matriz-para-chile/>

Thomas Gantaloube, *Chili : ce n'est pas une révolte d'étudiants c'est une révolution*, Médiapart, 2 Décembre 2011,
<https://www.mediapart.fr/journal/international/161111/chili-ce-nest-pas-une-revolte-detudiants-cest-une-revolution?onglet=full>

Robinson Silva H, *Intervención política en el espacio público: marco conceptual para el estudio de la dictadura militar chilena (1973-1989)*; Revistas electronicas Uach, 2013,
http://mingaonline.uach.cl/scielo.php?pid=S0718-17952013000100006&script=sci_arttext

Roberto Fernandez, *El espacio público en disputa: Manifestaciones políticas, ciudad y ciudadanía en el Chile actual*, Psicoperspectivas. Individuo y Sociedad, Vol. 12, No. 2 (2013) Págs.: 28-37, Revistas electronicas Uach,
http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0718-69242013000200004

Jean-Yves Martin, *Une géographie critique de l'espace du quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre*, *Articulo*, journal of urban research, 2006
<https://articulo.revues.org/897>

L'art de rue entre subversion et récupération, Enchanter la vulgaire réalité, *Le monde diplomatique*, Septembre 2016

El Semillero, la voz del Vergel, édition spéciale Avril 2015, 8p

El Semillero, la voz del Vergel n°, édition de Juin 2006, 4p

Crecimiento extensivo de Valparaíso, Documentation du département architecture et design de l'Université PUCV
http://wiki.ead.pucv.cl/index.php/Crecimiento_extensivo

Plan Maestro y contrato de Barrio, Quiero mi Barrio Merced, *Documento de trabajo*, SEREMI, Ministerio de vivienda y urbanismo

GRUPEMENT D'INTÉRÊTS SCIENTIFIQUE PARTICIPATION ET DÉMOCRATIE :

Hélène HATZFELD, « *Autogestion* », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863.
URL : <http://www.dicopart.fr/es/dico/autogestion>.

Jodelle ZETLAQUI-LÉGER, « *Urbanisme participatif* », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. URL : <http://www.dicopart.fr/es/dico/urbanisme-participatif>.

Madeleine AKRICH, « *Co-construction* », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863.
URL : <http://www.dicopart.fr/es/dico/co-construction>.

Loreto Rojas Symmes, *LA RECUPERACIÓN DEL ESPACIO PÚBLICO A TRAVÉS DE PRÁCTICAS CIUDADANAS*, *REVISTA PLANE0 N°2*, LA PARTICIPACIÓN EN DISPUTA. ABRIL 2012.

SITES INTERNET

programa de Apropiación Urbana (PAU) del Centro Interdisciplinario de Desarrollo del Adulto Mayor, Gerópolis UV,
<http://adultomayoruv.cl/>

Programme de Jorge Sharpe
<http://jorgesharp.cl/programa/participacion-ciudadana/>

DONNÉES

Dztos Macros :
<http://www.datosmacro.com/estado/indice-percepcion-corruptcion/chile>

UNESCO :
<http://whc.unesco.org/fr/list/959/>

OCDE :
<http://www.oecd-ilibrary.org/>

Bibliothèque nationale du Chili :
http://reportescomunales.bcn.cl/2015/index.php/Valpara%C3%ADso#Poblaci.C3.B3n_por_grupos_de_edad_2002_y_2015
Ley fácil, Juntas de vecinos, <http://www.bcn.cl/leyfacil/recurso/juntas-de-vecinos>

Entrega de resultados primer ciclo 2010-2014, 2014, Junto al barrio, <http://www.juntoalbarrio.cl/>

MINVU :
<http://www.minvu.cl/>

ICONOGRAPHIE

CRAC Valparaíso , «*Te invité yo vivir aquí ?*», Cartographie collective critique de Valparaíso, <http://www.cracvalparaiso.org/?p=2749>

Documentation du département architecture et design de l'Université PUCV
http://wiki.ead.pucv.cl/index.php/Crecimiento_extensivo

Carte de Valparaiso collaborative, <http://mapa.valpo.net/mapa-valparaiso>

FILMOGRAPHIE

Valparaíso Inamible, *Guarenismos ; La Deuda ; Desplazados ; La Hoguera ; No Patrimonial ; El Hundimiento ; Gentrificámelo ! ; Chibombancia, 2016, <http://www.valparaisoinamible.cl/>*

Appel à une journée de solidarité de travail du centre culturel las Huaitecas dans le cerro la Cruz, 14/12/2015, publiée sur la page facebook du centre communautaire las huaitecas, 2min32s

Michael Winterbottom, Mat Whitecross, *La Stratégie du choc, 2010, 35min.*

ENTRETIENS

Andrea Pino Vásquez, auteure du livre *Quebradas de Valparaíso*, Architecte, Docteure en ordenancemen du territoire et urbanisme, Post Doc gestion intégrale des risques naturels, professeure à l'Universidad tecnica Federico Santa Maria

Chito, président du centre communautaire de las Huaitecas

Chago et Karem, du centre culturel de Playa Ancha

Tomas Perez, travailleur social opur Junto al Barrio dans le cerro Placeres

Horacio Silva Duarte, créateur et producteur de Valparaíso en Colores

l'ONG Revolucionarte

Deborah Kereghel de Recicla Valpo

Gonzalo Pozas, architecte du programme Quiero mi Barrio

Kent et Carolina, habitants du cerro Mariposa

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR